

Le curieux silence des juges sur un homicide raciste

P. 4

A Villers-Cotterêts, le château de Macron fait un gros flop

P. 4



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



111^e ANNÉE - N° 5488 - mercredi 14 janvier 2026 - 2,20 €

D.O.M. 2,60 € - Suisse 3 CHF - Belgique / Luxembourg 2,40 € - Grèce 2,50 € - Espagne / Port. Cont. 2,50 € - Italie 2,50 € - Tunisie 7,2 DT - Maroc 27 DH - Afrique CFA 1700 CFA - Allemagne 3,20 € - Canada 4,5 CAD - GB 2,40 £

Révolte et répression : en Iran, l'histoire se répète Khamenei règne toujours en tirant !

DANSE MACABRE À TÉHÉRAN



Le Pen, défense en marinade

C'EST en exclu dans « Le Journal du dimanche » (11/1) ! Pour son procès en appel dans l'affaire des assistants parlementaires européens, commencé mardi 13, Marine Le Pen va « faire évoluer sa stratégie » mais « sans renoncer » à sa ligne de défense. L'hebdo de Bolloré en est sûr : l'ex-députée du Pas-de-Calais aurait eu, à l'automne, une idée géniale consistant à « déplacer le débat sur un terrain plus technique, plus juridique ».

Ainsi, à en croire le « JDD », les avocats de Le Pen – qui risque de ne pas pouvoir se présenter en 2027 après sa vilaine condamnation à quatre ans de prison, dont deux ferme, et à cinq ans d'incapacité à exercer ses fonctions – vont tout mettre sur le dos du Parlement européen et de son règlement « flou ». C'est même grâce aux « usages tolérés » par Strasbourg que l'ex-FN et ses plus hauts gradés ont pu palper, pendant douze ans, 4,4 millions d'euros pour en-

graisser leur parti au préjudice de l'Europe ! Voilà le « nouvel » argument massue...

Sauf qu'il a déjà été maintes fois rabâché lors du premier procès, avec le succès que l'on sait. Rien de nouveau, en fait. Ni Marine Le Pen ni les 11 autres prévenus (13 condamnés n'ont pas fait appel) n'ont moufté à l'approche de l'audience. La consigne est donnée : la boucler, pour éviter de se mettre les « juges rouges » à dos. Preuve de cette stratégie de la dernière chance : le 7 janvier, Le Pen a carrément volé au secours des magistrats qui l'avaient condamnée en première instance, alors que courrait dans la presse une rumeur de possibles sanctions à leur encontre par l'administration Trump. Pour elle, tout cela, ce serait une « pression inadmissible sur les magistrats » ! Taper sur les juges, ce n'est plus le genre de la maison ? S'il y a une grande nouveauté, elle est là !

M. B. et T. B.

SILENCE DANS L'IRAN !

« J'E PENSE qu'il faut laisser tout le monde se lancer et voir ce qu'il en sort », a résumé Trump à propos de l'Iran. Ce qu'il en sort, même avec le black-out imposé par le régime de l'ayatollah Khamenei, qui rend impossible tout bilan précis, on en a, chaque jour qui passe, une plus sanglante idée.

Même rares, les documents et les témoignages qui nous arrivent sont glaçants. Et les statistiques, forcément imprécises, des ONG à l'extérieur du pays font tout autant froid dans le dos. Elles chiffrant, depuis le début des manifestations, à 600 le nombre de morts au bas mot.

Certains en dénombrent beaucoup plus. Mais, au-delà de ces macabres décomptes, les images avérées des empilements de sacs mortuaires fermés ou entrouverts dans la sinistre cour d'un centre médico-légal des faubourgs de Téhéran peuvent à elles seules suffire, dans de telles conditions de blocus des informations, à donner plus qu'un aperçu de l'ampleur et de la brutalité de la répression. Et surtout de l'immense courage de la population, qui la brave au péril de sa vie en poursuivant les manifestations.

« Ce qu'il en sort », c'est à Téhéran, c'est dans les villes (lire également p. 5), dans les villages, dans tout l'Iran, la foule des manifestants, qui non seulement ne faiblit pas, mais, en plus, s'amplifie. Et fait face seule à un régime certes aux abois mais qui, avec son appareil répressif redoutable, est prêt à l'hécatombe pour conserver le pouvoir. Et contre-attaque dans plu-

sieurs villes en faisant à leur tour descendre dans la rue les partisans qui lui restent. Sauf que, « ce qu'il en sort », ce n'est évidemment pas une sortie de crise. Ni celle des mollahs, que réclament les manifestants. Ni celle d'une situation dont Trump n'a pas encore choisi comment tirer profit. D'autant que l'Iran n'est évidemment pas le Venezuela.

En se rengorgeant du fait que nombre de ceux qui condamnaient son intervention contre Maduro lui en réclament une contre Khamenei maintenant, Trump se dit ouvert à toutes les options militaires, mais pas seulement. Pour l'immédiat, il semble surtout écarter celle de Reza Pahlavi, le fils du chah déchu en 1979, qui, avec un sens de l'opportunisme plus que de l'opportunité, claironne des États-Unis, où il vit, des encouragements martiaux aux manifestants comme s'il était à l'origine de la contestation. Et répète qu'il est prêt à rentrer en Iran, où il n'a pas mis un pied de-

puis quarante ans et où il n'est guère attendu. Après la « mollaharchie », retour à la monarchie, demandez le programme !

Trump considère qu'il n'est « pas approprié, à ce stade », de le rencontrer. Le président américain semble, tout en pouvant toujours changer son fusil d'épaule à tout instant, trouver plus approprié, pour l'heure, de se pencher sur « un deal » que les mollahs se disent, affirme-t-il, « prêts à discuter ». L'affaire porterait à n'en pas douter sur le nucléaire, sur le pétrole et sur quelques concessions supplémentaires en échange de levées de sanctions qui obèrent l'économie du pays.

Il faudra bien sûr « voir ce qu'il en sort ». Mais on peut d'ores et déjà redouter que Trump mais aussi Khamenei et son clan, l'un en pensant d'abord à ses intérêts, les autres en jouant comme un va-tout leur maintien, s'en sortent malheureusement beaucoup mieux que les manifestants iraniens.

Erik Emptaz

IRAN : LES VENDEURS DU BAZAR MÈNENT LA FRONDE



CHAPATTE

TRADITIONNELLES CÉRÉMONIES



Histoires de fous au pouvoir

LA SANTÉ MENTALE est, cette année encore, la grande cause nationale. Il y a toujours urgence : le moral des Français est au plus bas, et les délais pour consulter un psychologue ou un psychiatre ont de quoi rendre dingue. Un seul patient bénéficie d'un coupe-file sans avoir à s'asseoir sur le divan, c'est Emmanuel Macron.

Dans « Néron à l'Élysée » (Albin Michel), les journalistes Nicolas Domenach et Maurice Szafran établissent ce diagnostic : le Président serait « légèrement autiste ». Ils y font appel aux lumières d'Alain Minc, l'un des premiers soutiens déçus du macronisme. Selon lui, Jupiter présente « tous les signes cliniques » de la dépression mais aussi du « narcissisme pathologique ». « Quand un type intelligent prend une décision totalement absurde, c'est un problème psychologique », assurait-il déjà au « Figaro » (4/11/24) à la suite

de la dissolution. Et c'est grave, docteur Minc ?

Le Média (13/10/25), proche de LFI, préconise lui aussi la camisole pour le président « mégalomane ». Lequel a même fait perdre aux Suisses leur sens de la modération. Repris par « Courrier international » (31/10/25), un éditorialiste helvétique affirme : « Quiconque s' imagine qu'il est fait pour guider un pays ne peut qu'être mégalomane. » Et ajoute : « Depuis que Macron est au sommet de l'Etat, on peut interpréter ses agissements comme une aide psychologique pour les Français : il veut être un peu un roi pour eux. » Pour un peu, il en perdrait la tête !

Que Macron ne se fasse pas de bile, son prédécesseur Sarkozy aussi avait été qualifié dans la presse, en 2007, de « pervers narcissique », de « fou » et même de « psychopathe ». Et, s'il a été interné à la Santé, ce n'est pas pour raison médicale.

F. R.-G.

Le test civique du « Canard »

DEPUIS le 1^{er} janvier, un nouvel examen civique (encore plus complexe) a été mis en place pour les demandes de naturalisation et l'obtention d'un titre de séjour pluriannuel. Mais c'est bien sûr très insuffisant ! « Le Canard » a demandé à plusieurs personnalités politiques quelles questions ils souhaiteraient ajouter à cette épreuve, dans la catégorie de leur choix.

● **Eric Zemmour, Reconquête!** (histoire de France) : « Qui Charles Martel a-t-il chassé en 732 et pourquoi n'a-t-il fait les choses qu'à Poitiers ? »

● **Marine Le Pen, RN** (droit constitutionnel) : « Comment les principaux partis politiques sont-ils financés en

France ? Par les assistants parlementaires européens (réponse A), par héritage (réponse B) ou par la Russie (réponse C) ? »

● **Gabriel Attal, Renaissance** (maîtrise du français) : « Etes-vous plutôt French Touch (answer A), start-up

nation (answer B) ou business bashing (answer C) ? »

● **Edouard Philippe, Horizons** (maîtrise de la grammaire) : « Comment le verbe "trahir" se conjugue-t-il au futur ? »

● **Bruno Retailleau, LR** (littérature) : « Les vélos à roues voi-

lées sont-ils autorisés devant les bâtiments publics ? »

● **François Hollande, PS** (géographie) : « Pleut-il au sud de Tulle ? »

● **Marine Tondelier, Les Écologistes** (culture) : « Le contre-pet représente-t-il une solution durable face aux émissions de méthane dues aux bovins ? »

● **Sébastien Delogu, LFI** (droits et devoirs) : « Té, peuchère, si tu crois Bardella, tu lui colles un œuf, de la farine ou une tarte à la crème (plusieurs réponses possibles) ? »

Le melon d'or

ARBORÉ fièrement par l'ancien diplomate Gérard Araud. L'ex-ambassadeur de France aux États-Unis s'est fendu de ce commentaire catégorique sur X (4/1) :

« Nul n'a une analyse plus réaliste que moi des relations internationales. Nul n'est plus sensible que moi au rôle des rapports de force. C'est précisément pour cette raison que je suis attaché à ce mince barrage contre la barbarie que représente le droit international. »

Et nul n'ignore que le droit international est lui-même peu de chose à côté de Gérard Araud...



Dati fait sa tête de cumul

L'AFFAIRE semblait entendue : les ministres candidats aux élections municipales devaient quitter le gouvernement ce mois-ci. Pourtant, alors que l'on arrive à la mi-janvier, Rachida Dati et Marina Ferrari, les principales intéressées, sont toujours là. La première, pour ceux qui l'ignorent encore, est candidate à la Mairie de Paris; la seconde se présente à Aix-les-Bains (Savoie).

Dans une touchante unanimité, les deux n'ont aucune envie de partir dans l'immédiat. Marina Ferrari assurait, juste avant Noël, lors d'une conférence de presse, qu'elle pouvait très bien mener de front sa campagne et son ministère de la Jeunesse et des Sports. Au risque d'un grand écart ? Quant à Rachida



Budget sur ordonnances

Impatiemment par la procrastination de son Premier ministre, Macron songe de plus en plus à recourir aux ordonnances pour faire adopter le budget. Il a passé quelques coups de fil ce week-end pour tester l'idée.

Et tant pis si les socialistes ont déjà prévenu, par la voix du député Philippe Brun, que les recours aux ordonnances serait « une forfaiture démocratique », « Macron veut un budget avant tout », explique un proche. Or, décrypte un sénateur centriste, « avec le 49.3, on peut avoir la censure, et pas de budget. Avec des ordonnances, c'est la garantie d'avoir un budget. Et, que Lecornu soit renversé dans la foulée, il s'en tape ».

Une analyse partagée par le président (LFI) de la commission des Finances, Eric Coquerel : « Les ordonnances, ça revient à la finitude de M. Lecornu. Est-ce qu'il accepte de sauter pour le budget ? »

Coquerel ne sait donc pas ce qu'est un « moine-soldat » !

Caracas-toi

Sébastien Lecornu faisait mine de croire, vendredi 9 janvier au soir, qu'il y avait un vrai risque de voir l'une des motions de censure relative au Mercosur adoptée ce 14 janvier. Alors que ni les socialistes ni LR ne devaient la voter. « Ça se jouera à 15 ou 20 voix près », évaluait-il devant des journalistes.



Dans la motion de censure de LFI, « vous avez ça de Mercosur, et ça de Venezuela », se moquait-il, geste à l'appui, pour signifier que les Insoumis voulaient surtout dénoncer le coup de force des Américains au Venezuela. « Quand on touche au chavisme, en France, c'est sensible. Mais, moi, je n'ai pas envie de me faire censurer sur l'intervention de Trump à Caracas ! »

Lequel ne connaît même pas l'article 49.3 de notre Constitution.

Friture sur la ligne

C'est au cours d'un déjeuner à l'Elysée, le 5 janvier, que le Premier ministre avait exposé sa brillante idée de chantage à la dissolution. Emmanuel Macron l'avait validée sans enthousiasme excessif. « Les souhaits de dissolution et de censure n'ont jamais été aussi bas chez les Français », constatait le chef de l'Etat, une semaine plus tard, en petit comité. Après que Lecornu avait légèrement rétropédalé dans un entretien au « Parisien Dimanche » (11/1).

C'est que, à l'Elysée, on a été passablement agacé par le tempo de Matignon. Non seulement Lecornu a parlé en premier d'une dissolution, prérogative qui relève du président de la République, mais, en plus, il a laissé filtrer sa menace vendredi 9, au moment où Macron assistait, en Suisse, à l'hommage qui était rendu aux victimes de l'incendie à Crans-Montana.

De quoi mettre le feu au lac.

Le crémier de Matignon

En réalité, il commence à y avoir du tirage entre les deux têtes de l'exécutif. « Lecornu vend chaque semaine à Macron que ça va passer crème (sur le budget), et ça passe de moins en moins bien, raconte un visiteur de l'Elysée. Le Premier ministre ne veut pas céder sur le 49.3; il a peur qu'on vienne lui reprocher d'avoir perdu trois mois pour rien. » Sans blague !

Mais, poursuit le même, « Macron est agacé; il veut un budget ». « Il est temps de tourner la page », insistait d'ailleurs le Président, lundi 12 au matin, devant ses proches.

Pas la page Lecornu, quand même ?

Frères d'armes

Le Premier ministre, de son côté, s'était attaché devant la presse à dédramatiser les choses, le 9 janvier au soir. « Le Président me laisse faire », jurait-il. Mieux : « Il me fout la paix. Quand on n'est pas d'accord, on s'en parle, mais ça ne se saura jamais. Vous ne pouvez pas imaginer ce que huit ans aux armées peuvent créer comme proximité. »

C'est donc bien à Matignon que l'issue de ce mauvais feuillet budgétaire se décidera. Ordonnances ou 49.3 ? A ce stade, assurait encore Lecornu, « je n'ai pas pris de décision. De toute façon, tout le monde se fout de comment on fait ».

Et de comment qu'on parle français ?

Le chantage qui fait flop

C'est peu de dire que le chantage de Lecornu à la dissolution n'a pas fait un tabac au sein des troupes macronistes. « Personne ne prend ça au sérieux », résumait la députée Prisca Thevenot, proche de Gabriel Attal. « C'est d'une colossale finesse », ironisait pour sa part Elisabeth Borne, lundi 12 au matin devant ses proches.



maît la députée Prisca Thevenot, proche de Gabriel Attal. « C'est d'une colossale finesse », ironisait pour sa part Elisabeth Borne, lundi 12 au matin devant ses proches.

En clair, développait l'ancienne Première ministre, « Lecornu dit aux socialistes : "Si vous n'êtes pas sages, vous aurez une dissolution. Et on vous pourrait les municipales avec des législatives." Ça commence à fatiguer, tout ça ».

Le recours répété au 49.3, du temps de Borne, c'était finalement moins fatigant...

Pétrin de sénateur

Rapporteur (LR) du budget à l'Assemblée, Philippe Juvin a adressé, le 5 janvier, une note aux députés du « socle commun » mais aussi à Matignon et à l'Elysée : selon lui, il faut encore « réaliser un effort de 9 milliards d'euros par rapport au texte adopté par le Sénat ».

Trans-bordement

LE DÉPUTÉ RN Matthias Renault est colère. Selon cet élu de la Somme, le contribuable finance trop le secteur associatif, et particulièrement des « structures idéologiques et militantes », s'indigne-t-il dans un amendement au projet de loi de finances 2026, déposé la semaine passée. Il en veut pour preuve l'« association Trans Musicales, connue pour l'organisation de festivals de musique d'artistes transgenres (sic) ».

Ce festival rennais de musiques actuelles n'a pour-

En dégageant, par exemple, des marges de manœuvre au niveau des collectivités territoriales. Le projet de loi de finances proposait initialement un effort de 4 milliards d'euros en 2026, alors que le texte adopté par le Sénat se traduit par un effort des collectivités territoriales ramené à 800 millions d'euros. Conclusion de Juvin : « L'effort demandé aux collectivités territoriales pourrait constituer une variable d'ajustement... pouvant aller jusqu'à 1 milliard d'euros, qui pourraient être utilisés pour financer certaines des demandes du groupe socialiste et la réduction de l'effort réalisé sur la mission "Investir pour la France de 2030" ».

Les sénateurs apprécieront.

2026, "conte de fées"

Commentaire désabusé d'un chef de groupe parlementaire macroniste sur les discussions budgétaires, qui, en ce début de 2026, s'engagent mal : « Je suis comme un aveugle sans sa canne, je n'y vois rien ! On avance sans rien savoir, Lecornu ne nous dit rien. On n'a pas parlé avec lui depuis le 20 décembre... »

Et ce gradé en plein boulevard de se lamenter : « Vous avez vu le début de l'année ? Les agriculteurs, les médecins, le Groenland, les municipales qui s'annoncent mal et le budget, où on

lendemain, cela obligerait à organiser un premier tour le 22 février au plus tard. Pour qu'il y ait concomitance avec les municipales, les censeurs sont donc priés de réaliser leur coup le 3 février. Juste après avoir fait sauter les crêpes de la Chandeleur !



recommence les interminables discussions d'avant Noël... Un vrai conte de fées ! »

Sauf qu'il manque encore le prince charmant...

Larcher ne digère pas

Entre Emmanuel Macron et Gérard Larcher, le divorce est prononcé depuis longtemps. Le patron du Sénat, troisième personnage de l'Etat dans l'ordre protocolaire, ne décolère pas contre le président de la République, à qui il reproche à la fois le fond et la forme.

Après de certains proches, ces derniers jours, Gérard Larcher a ainsi largement critiqué l'exercice budgétaire en cours : « Emmanuel Macron a délégué sa survie politique contre un désastre financier ! »

Et lui, contre un nouveau fauteuil à 40000 euros pièce ?

Discours toujours

Trois jours avant la réunion prévue à l'Elysée le 16 janvier sur la Nouvelle-Calédonie (lire aussi p. 3), les députés



tant de militantisme « trans » que le nom. Il a été baptisé ainsi en référence à un disque de jazz de 1978. Que quel'un trans-mette cette information au député !

Renaissance (EPR) étaient vent debout contre la ministre des Outre-Mer. Le 7 octobre, Naïma Moutchou avait en effet publiquement qualifié l'accord de Bougival de juillet 2025 sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie de « document de travail ».

Fin décembre, une délégation de députés EPR dépêchée sur place a dit exactement le contraire à ses interlocuteurs calédoniens.

« J'espère que la réunion à l'Elysée, a résumé Gabriel Attal devant quelques députés de son groupe, portera sur la mise en œuvre de Bougival et pas sur l'ouverture d'une énième discussion sur un territoire qui a besoin de décisions. »

Et Prisca Thevenot, de retour de Nouvelle-Calédonie, de renchérir : « Naïma Moutchou devrait consulter Sébastien Lecornu, qui a été ministre des Outre-Mer, avant de dire n'importe quoi. A un moment, il faut trancher. »

Ou faire son Nouméa culpa ?

Par ici la monnaie

La crise couve au sein du PS parisien : l'arrivée sur la liste d'Emmanuel Grégoire de l'ex-Insoumise Danielle Simonnet a fait couler de l'encre dans les boucles internes de

Verts de rage

TANT PIS ! A deux mois du premier tour des élections municipales, le 15 mars, les écologistes marseillais ont définitivement renoncé à présenter un chef de file pour briguer la mairie.

Symbole, bien malgré lui, de la lutte contre le narcotrafic, le militant écologiste Amin Kessaci, dont le frère Mehdi a été abattu par un commando en novembre, a découvert, après le drame, que le chef de file des Verts marseillais, Hassen Hammou, avait usurpé son identité sur le réseau social Snapchat.

Pour cela, Hammou a été condamné en correctionnelle

la campagne. Son soutien à l'ex-leader du Labour Jeremy Corbyn, accusé d'antisémitisme, lui est notamment reproché. « Voilà comment perdre Paris ! » lâche un candidat socialiste. « Ces ex-LFI, la conscience leur est venue lorsqu'ils ont été virés par leur Lider maximo, mais ils votent comme LFI », s'étrangle un autre.

Conclusion d'un candidat parisien du PS : « Chikirou fait campagne sur le dégaisme avec la volonté de nous faire perdre, et, nous, on prend Simonnet qui pense comme elle ! Ça fait rêver, non ? »

Autant que le score de Danielle Simonnet (4.57 %) au premier tour à Paris en 2020...

Fin du covoiturage à Levallois

L'inoxidable Patrick Balkany, inélégible, avait fait de l'inconnu Jérôme Gaudiard son poulain pour les municipales de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). L'attelage aura duré deux mois. L'ex reproche à la tête de liste de Génération's Balkany de traîner « des casserroles ». Quelle surprise ! « Le Canard » (9/12/25) avait pourtant interrogé l'ancien édile sur les impayés laissés par sa tête de liste...

Balkany fustige aussi l'absence de « programme » de son candidat. Comment ça ? Le 19 décembre, l'inénarrable Gaudiard a publié sur Facebook sa mesure phare : « J'ai un rêve. Je veux faire disparaître cette voiture qui vous fait 360 PV par jour, ce que j'appelle la sulfateuse. Je veux l'emmener dans une broyeurse, la transformer en canette. » Isabelle Balkany lui a répondu le 21 : « Je partage ton rêve, mon ami Jérôme. » Ce qui fait dire au candidat centriste Lies Messatfa que « la campagne en tôle ondulée a été vite pliée ». Qu'est-ce qu'on se gondole...

La Vassal de LR

Adoubée par Gabriel Attal et Renaud Muselier, l'ancienne LR Martine Vassal, propulsée tête de liste du parti présidentiel aux municipales à Marseille, a oublié de remercier ses alliés macronistes.

« Martine Vassal ne place que ses copains LR en tête de liste, alors qu'on pèse au moins 15 % », se lamente un proche de Sabrina Agresti-Roubache, ex-secrétaire d'Etat chargée de la Ville. Qui ajoute : « On se fait becqueter ! » Et ça pourrait mordre en retour ! Mécontents, plusieurs macronistes marseillais réfléchissent à entrer en dissidence et à se lancer à l'assaut de la cité phocéenne.

Un potentiel émiettement qui devrait pas déplaire à Franck Allisio, le candidat du RN... qui craint « dégun » !



minimares

● Eric Lombard, éphémère patron de Bercy sous François Bayrou, sort de sa retraite pour pilonner la méthode Lecornu (« Libération », 11/1). Elle « ne fonctionne pas » et « il est urgent d'en prendre acte », considère-t-il. Avant d'asséner : « Gouverner, c'est transformer, ce n'est pas durer. » Parole d'expert, du moins sur le second point.

● Trente ans après la disparition de Mitterrand, l'ancienne ministre Dominique Bertinotti rappelle : « Ce n'est pas en ignorant le passé que le Parti socialiste et la gauche sauront se construire un avenir » (« Le Monde », 8/1). Une phrase que ne renierait pas François Hollande.

● Alors que le candidat LR à la mairie de Nîmes, Franck Proust, inaugurerait sa permanence, il a asséner : « Je ne veux pas d'une ville livrée à l'amateurisme ni aux extrêmes » (« Midi libre », 9/1). D'autant moins que ce sont parfois les mêmes.

● La position d'Emmanuel Macron sur la question groenlandaise agace au plus haut point Ségolène Royal, ancienne ambassadrice des pôles (« Challenges », 9/1) : « Il n'y a plus de politique française sur les pôles, mais elle ne demande qu'à être relancée. » Et par qui, s'il vous plaît ?

● D'ailleurs, tempête le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, dans « Ouest France » (11/1), le Groenland n'est pas à vendre, les dirigeants danois et groenlandais se sont exprimés clairement en ce sens. Ce chantage doit cesser ? Tremble, Donald !

● Sur le pied de guerre, la ministre des Armées, Catherine Vautrin, implore les parlementaires (« L'Union », 4/1), qui n'en finissent pas de ne pas voter le budget : « Concrètement, au budget 2026, j'ai 2,4 milliards d'euros de munitions, et j'aurai bien du mal à les commander si je n'ai pas les ressources supplémentaires. » Au pas, bande de lâcheurs !

● Charente libre » (10/1) nous apprend que François Hollande, qui avait acheté aux enchères le feutre noir emblématique de Mitterrand en 2008, a offert le précieux galurin à Raphaël Manzananas, candidat socialiste à la mairie d'Angoulême. L'ex n'aime pas porter le chapeau ?

● Xavier Bertrand (res)sort du bois pour 2027, ce qui en laisse plus d'un sceptique dans sa famille politique. « Il n'a ni les sondages d'Edouard Philippe ni la machine partisane de Bruno Retailleau », analyse un cadre LR (« La Voix du Nord », 11/1). Mais est-ce vraiment un handicap ?



Mercosur de son fait

EMMANUEL MACRON a donc fait le choix de ne pas voter, lors du Conseil européen du 8 janvier, en faveur de l'accord avec le Mercosur. « Toute la classe politique est contre, se justifiait-il lundi 12 janvier au matin. Donc, j'en prends acte ! »

Pourtant, il considère avoir fait évoluer le traité dans un sens favorable aux agriculteurs français : « Un pays qui arrive à obtenir ce que nous avons obtenu - la clause de sauvegarde, le renforcement des contrôles, le maintien du budget de la PAC et l'abandon de la taxe sur les engrais - et qui vote non, c'est la démonstration que la France est reconnue et respectée. Il n'y a pas un seul pays européen qui soit capable d'obtenir tout ça et de voter non à la fin. » Trop fort, notre président !

Le Trump de Matignon

Lecornu, de son côté, se félicitait, le 9 janvier, de ce non à l'accord UE-Mercosur - il a d'ailleurs beaucoup poussé Macron à le brandir. « On a pris la décision de voter contre début décembre, a-t-il révélé. Mais on ne voulait pas le dire, pour pouvoir négocier (avec Bruxelles) sur la PAC et sur les engrais. »

Et de plaisanter devant les journalistes : pour bloquer l'accord à Bruxelles, « on » a été jusqu'à envisager « un truc trumpien, enlever (Ursula) von der Leyen, lui mettre un sac sur la tête et la ramener à Paris »...

● Au sortir d'une méchante grippe, et toujours pas officiellement candidat aux municipales, François Bayrou a infligé, à Pau, un discours de vœux de cinquante minutes aux « forces vives » du territoire, à qui il a prédit « des temps plus durs (...) que ceux que nous avons vécus », rapporte « La République des Pyrénées » (9/1). Et dire que la France va devoir se débrouiller sans lui à Matignon !

● Sarah Knafo (Reconquête !) a lancé sa candidature à la Mairie de Paris (TF1, 7/1) en annonçant « près de 10 milliards d'euros d'économies »... pour un budget annuel de 11,5 milliards. Elle a précisé ensuite (« Le Parisien », 8/1) que ce serait « sur la durée du mandat ». On attend les précisions suivantes...

● Anne Hidalgo présente ses derniers vœux de maire de Paris mercredi 14 janvier au matin. Pile-poil le jour où son grand ami Emmanuel Grégoire tient, en soirée, son premier meeting de campagne. C'est sûrement pour lui souhaiter une bonne année...

● Le député LFI François Piquemal a tiqué lorsqu'il a lu dans « Le Canard » (7/1) que la proposition de loi (PPL) « visant à rendre effective la liberté des funérailles » provenait de Mathilde Panot, la présidente du groupe à l'Assemblée nationale. « Si cette PPL a bien été travaillée avec le cabinet de Mathilde Panot, c'est bien moi qui en suis l'auteur, comme indiqué sur la page officielle du dépôt du texte », indique-t-il. Même chez les Insoumis, le droit de propriété, ça existe !

● Au grand jeu « Ma binette partout », la sénatrice LR des Hauts-de-Seine Marie-Dominique Aeschlimann affiche 130 photos de sa trombine dans les 24 pages de sa dernière lettre parlementaire : avec Bruno Retailleau, avec Gérard Larcher, avec son cher et tendre, Manuel Aeschlimann, maire (LR) d'Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine)... Le concours continue.

● Pan sur le bec du Volatile, qui ironisait, la semaine dernière, sur « une sixième élection municipale en onze ans » dans la commune de Prignac-et-Marcamps (Gironde), à la suite de la démission de cinq conseillers municipaux. L'auteur de l'article dans « Haute Gironde » qui livrait cette information nous signale gentiment qu'elle remontait à... décembre 2024. Le responsable de cette confusion dans les dates offrira une tournée de bordeaux grand cru.



Autre motif de son opposition, l'accord est d'application immédiate, sans attendre le vote de ratification par les députés européens au printemps. Sauf si le Parlement de Strasbourg adoptait le principe d'une saisine de la Cour de justice de l'Union européenne qui, si elle était décidée, suspendrait l'application de l'accord. « Je ne sais pas si nous décrocherons une majorité pour y parvenir », ajoute un député Renewil. Il est possible que la motion de censure que Bardella va déposer contre la Commission - et qui sera rejetée - ait un effet repoussoir. »

Le Rassemblement national au secours du Mercosur ? Ce serait intéressant...

Un Bolloré fait joujou avec le Caillou

Alors que l'avenir de la Nouvelle-Calédonie passe par l'Elysée le 16 janvier, la famille du milliardaire met ses moyens au service des plus radicaux des loyalistes.

C'EST reparti pour un tour ? Après l'échec de l'accord de Bougival (juillet 2025), qui prévoyait la création d'un Etat de la Nouvelle-Calédonie inscrit dans la Constitution française, Emmanuel Macron va promettre aux élus locaux, réunis à son initiative le 16 janvier à l'Elysée, d'« ouvrir de nouvelles perspectives politiques » (lire encadré). La famille Bolloré, elle, ne l'a pas attendu pour en proposer d'autres nettement plus radicales, dans l'extrême droite ligne de ce que le milliardaire promet via ses médias. Nouméa, Paris, même combat !

Lors des affrontements de mai 2024, qui avaient fait 15 morts et près d'un millier de blessés, et occasionné plus de 2 milliards d'euros de dégâts, certains loyalistes ont formé un Collectif de résistance citoyenne (CRC). Censé protéger « les biens et les familles », celui-ci regrouperait autour de 400 « voisins vigilants », organisés en « patrouilles » et même en « milices armées », selon des représentants de l'Etat. D'après plusieurs sources policières et judiciaires, ces militants d'une partition du territoire ont constitué des stocks de nourriture, de médicaments et même d'armes en vue de possibles nouvelles émeutes.

Un feu pour deux

Porte-parole du CRC et ancien maire de Païta, Willy Gathuah, condamné en avril 2024 à trois ans d'inéligibilité pour avoir acheté des voix, en est la vedette. En coulisses, un certain Clément Leroux se montre très actif. Né en 1974, il est le fils de Didier Leroux, longtemps élu territorial affilié au MoDem de François Bayrou, et de Laurence Bolloré, la... sœur du milliardaire Vincent. Aussi discret et peu disert que son tonton, le neveu est l'unique grossiste en pharmacie du territoire.

« Pendant et après les émeutes, confie l'un de ses proches, il a gardé une arme à portée de main. » Un autre



ami raconte : « Il m'a appris à tirer au fusil de grande chasse », destiné à abattre du gros gibier. Officiellement, 75 000 flingues circulent en Nouvelle-Calédonie. Officieusement, on en dénombre 125 000, soit environ un calibre pour deux habitants. « Ces armes sont souvent achetées en toute légalité, précise un haut fonctionnaire. Il suffit de se dire chasseur pour pouvoir en acquérir une. Et l'Etat n'a pas les moyens de tout contrôler. »

Sollicité par « Le Canard », Leroux ne cache pas avoir contribué à la formation des membres du CRC « aux situations de crise » et « aux premiers secours ». « Désormais, on peut boucler les quartiers en une heure, assure celui qui préside également la fédération de karaté. Chacun sait ce qu'il a à faire : ériger un barrage, mettre son pick-up en travers de la chaussée ou cuire du riz. » Un avocat est même venu expliquer aux troupes ce qu'est

la légitime défense. On n'est jamais trop prudent...

Comme tonton Vincent, Clément Leroux sait que la guerre se gagne aussi sur le terrain informationnel. La famille Leroux apporte une contribution financière à l'une des radios locales, Océane FM, qui partage sa régie publicitaire avec La Dépêche de Nouméa. Lancé en février 2025, ce canal d'informations numériques, à l'image de son partenaire national, « Le Journal du dimanche », relaie la propagande loyaliste et prône « l'union des droites », de Zemmour à Retailleau. Prochaine étape : le lancement imminent de SudTV, une sorte de CNews locale.

Tonton m'écoute

Cheville ouvrière de cette force de frappe médiatique, Thomas Piednoel, l'actuel président-directeur technique (sic) d'Océane FM, rédacteur d'articles et collaborateur du « JDD ». Il a été le conseiller politique de la province Sud, présidée par Sonia Backès, éphémère sous-ministre de Macron, chargée de la Citoyenneté, laquelle dit désormais « partager les convictions » de Sarah Knafo. Pour Leroux, « l'avenir de la Nouvelle-Calédonie sera nationaliste ». Ou ne sera pas !

Comme Backès, le député macroniste du Caillou, Nicolas Metzdorf, penche désormais à l'extrême droite. Pour assurer la propagande des loyalistes, il organise, dans les locaux de son microparti, Génération NC, des « ateliers de création de comptes anonymes sur Facebook ». Objectif : « Reprendre la main, sur les réseaux sociaux », face aux « indépendantistes radicaux ». Premières cibles ? Les journalistes du service public et « des médias officiels ». C'est dingue, on se croirait en métropole !

Pour tous ces braves gens, Leroux assure « faciliter les choses », « ouvrir les portes » de tonton Vincent. Car ce dernier, confie-t-il, « s'intéresse à ce qu'on vit ». C'est beau, la famille !

Didier Hassoux



Le double langage des adversaires du Mercosur

LE REJET par la puissante Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) du traité de libre-échange entre l'UE et des pays d'Amérique du Sud contraste avec les agissements des grands patrons de coopératives, à qui elle est étroitement liée. La Coopération agricole (LCA), qui rassemble près des trois quarts des coopératives d'agriculteurs français, a déjà un pied en Amérique latine via les filiales de ses adhérents.

Côté pile, par exemple, Mickaël Marcerou est vice-président de LCA et de la Copa-Cogeca, le lobby, à Bruxelles, des coopératives françaises, qui, le 18 décembre en Belgique, a protesté contre le Mercosur aux côtés des milliers de paysans venus manifester en tracteur.

Côté face, Marcerou Mickaël préside le groupe de coopératives Conseils et compétences en productions animales (CCPA), qui s'est attaqué au

secteur de la protéine animale en Uruguay en achetant Nutrisur, une entreprise locale spécialisée dans la production d'alimentation pour élevages.

Silos cost

L'alliance a été officialisée en présence de l'ambassadrice de France à Montevideo. Depuis plus de dix ans, Marcerou et CCPA détiennent aussi des parts dans Nutec, une boîte franco-mexicaine qui produit des protéines animales. Si, pour l'heure, CCPA n'a investi qu'une paille (moins de 10 millions de dollars US) pour nourrir les élevages uruguayens, son chiffre d'affaires au Mexique s'élève, lui, à plus de 200 millions. Le projet uruguayen, évoqué en novembre 2025 par Nutec dans la revue « Forbes », mentionne la « situation stratégique du pays », qui, grâce au port de Montevideo, « permettrait de servir des marchés comme le Chili, le Paraguay, la Bolivie et le Pérou ».

En somme, les cotisations versées par les agriculteurs à leurs coopératives servent à faire du business dans les pays du Mercosur dont la FNSEA, LCA et consorts dénoncent les normes sanitaires moins strictes qu'en Europe. Tout en y appréciant les grands espaces et les coûts de production plus faibles...

Une contradiction ? Contactés par « Le Canard », LCA et CCPA restent droits dans leurs bottes de foin : leurs investissements en Amérique latine sont « validés » par des agriculteurs élus – autant dire des administrateurs qui touchent des jetons de présence pour être d'accord avec les « stratégies » développées. Meuh non ?

Lauriane Gaud

Municipales comme un linge

POUR la première fois depuis 2001, des élections municipales vont se tenir un an avant la présidentielle. « C'est la dernière station avant l'autoroute », avait à l'époque décrété Jean-Pierre Raffarin dans l'une de ses inimitables formules. Cette année-là, la conquête de Paris et de Lyon par la gauche avait dissimulé la déroute du PS dans nombre de villes moyennes, déroute qui annonçait l'échec de Lionel Jospin un an plus tard.

Autant dire que l'enjeu, cette année, sera considérable pour tous les partis. Surtout si une dissolution, éventualité que Sébastien Lecornu a brandie comme une menace, venait à entraîner des élections législatives simultanées. Embouteillages garantis !

Avec ou sans plomb ?

Pour le PS, qui, grâce à son réseau d'élus, a survécu à neuf ans de macronisme, la défense est la meilleure attaque : le parti de gauche dirige encore 24 des 42 villes de plus de 100 000 habitants. Il va lui falloir non seulement garder Paris, Marseille ou Nantes, mais aussi Lille (face aux écologistes) et Montpellier (face aux Insoumis).

A gauche, l'union reste un combat. LFI, qui, en 2020, avait fait l'impasse sur les municipales, présente cette fois des listes dans toutes les communes de plus de 100 000 habitants, et dans 85 % de celles qui en comptent plus de 30 000.

L'idée est de montrer que la gauche ne peut pas l'emporter sans les Insoumis. Et d'installer un réseau d'élus pour l'après-Mélenchon à défaut de

conquérir des villes (sauf en Seine-Saint-Denis, pour dépouiller le PC). Si, en plus, la stratégie fait perdre le PS, c'est tout bénéf. « Il ne faut pas qu'un socialiste soit élu maire de Paris », a déjà averti la candidate parisienne Sophia Chikirou. A Marseille, Sébastien Delogu confiait récemment à un dirigeant RN : « Votre chance, c'est une quadrangulaire. » Autrement dit, le maintien de l'Insoumis au second tour, face au maire (PS) sortant, Benoît Payan. Un pour tous, et chacun pour soi.

Gare à la crevaillon !

Pour les écologistes, l'enjeu est décisif. Si son parti perd la plupart des villes conquises en 2020, Marine Tondelier s'en trouvera grandement fragilisée lors de la primaire de la gauche. Lyon, Strasbourg, Poitiers, Tours sont bien menacées. Seul Pierre Hurmic, à Bordeaux, pourrait sauver les meubles.

Edouard Philippe, lui aussi, joue gros : il a plus ou moins fait de sa réélection au Havre la condition de sa candidature à la présidentielle. Pourquoi avoir pris un tel risque ? « S'il est battu, il sera de toute façon affaibli », tranche l'un de ses proches. Il revient au communiste Jean-Paul Lecoq de pouvoir mettre fin aux ambitions élyséennes de l'ancien Premier ministre.

Ils roulent au diesel

Renaissance fait l'impasse sur les municipales. Presque une habitude chez les macronistes, qui, en 2020, avaient

brillé par leur absence. Présents cette fois à Paris, ils signent un bel exploit : être divisés entre deux listes. Leurs maigres espoirs de conquête se situent à Bordeaux et à Annecy, avec Thomas Cazenave et Antoine Armand, deux anciens ministres de Bercy. Gabriel Attal, qui prépare activement l'après-Macron, a adopté la « stratégie du coucou », qui consiste à placer les siens sur la liste des autres en espérant engranger des conseillers municipaux, histoire d'étoffer un groupe bien maigrelet au Sénat.

Autre ancien parti de gouvernement, LR ne détient plus qu'une seule ville de plus de 100 000 habitants, Nîmes, que les divisions à droite pourraient offrir au Parti communiste. Les Rep espèrent aussi se refaire la cerise à Paris avec Rachida Dati, ou à Lyon derrière Jean-Michel Aulas (qui n'est pas membre du parti), voire à Strasbourg et à Nantes. Mais, dans l'écurie Retailleau, ça ne roule pas fort !

Bisons affûtés

Du côté du RN, conserver Perpignan et les villes acquises en 2020 relève de l'objectif minimal. Le parti espère aussi conquérir Toulon et nombre de villes moyennes du Sud (Narbonne, Carcassonne, Menton...) comme du Nord (Cambrai, Lens, Calais...), voire Nice, avec l'ami Ciotti. Plus intéressant pour Bardella : ces élections pourraient servir de laboratoire à la fameuse « union

des droites », qui se concrétise déjà dans des villes comme Bourg-en-Bresse ou Colmar (même si les têtes d'affiche ont été exclues de LR).

Gare quand même au score à Paris de Sarah Knafo, qui, si elle devançait Thierry Mariani, permettrait à Reconquête! de relever la tête, et au couple qu'elle forme avec Zemmour de jouer de nouveau les mouches du coche lors de la présidentielle.

C'est le problème, avec les aires d'autoroute : parfois, l'insécurité y règne.

Bruno Dive



L'opposant qui embarrasse Alger et Paris

VICTIME, le 29 avril 2024, d'un enlèvement ourdi par les services algériens au pied de son appartement du Val-de-Marne, Amir Boukhors, farouche opposant au régime d'Abdelmadjid Tebboune, souhaitait, pour sa sécurité et celle de sa famille, déménager dans la capitale. « Le fait de demeurer depuis les faits dans son actuel logement constitue pour l'intéressé un traumatisme particulier, tant ce logement lui rappelle inéluctablement les faits et est connu par les autorités étrangères en cause », détaillait son avocat dans une lettre envoyée le 11 septembre à l'Hôtel de Ville.

Miracle ! un coup de fil du « Canard » au service de presse de la Mairie, le 12 janvier, a coïncidé avec l'obtention d'un rendez-vous auprès du cabinet d'Anne Hidalgo. Il ne sera pas dit qu'à moins de trois mois de son départ madame la maire ne s'intéresse qu'à son recasage...

Rembobinage sur une barbouzerie en mode OSS 117... Le 30 avril 2024 à 2h 19, le premier secrétaire de l'ambassade d'Algérie retire 2000 euros à un distributeur automatique du XII^e arrondissement de Paris. Le diplomate, qui est en réalité un officier de la DGDSE – les services extérieurs algériens –, doit apporter en toute urgence les biftons aux geôliers d'Amir Boukhors.

Espions venus du chaud

Les gardes-chiourmes se sont en effet rendu compte que le « colis » qui leur avait été confié par quatre ravisseurs n'était pas un trafiquant de drogue mais un opposant politique algérien, d'où la demande d'une rallonge. En guise de prime de risque ? Pour une raison inexplicable, Amir Boukhors, alias Amir DZ, séquestré dans un conteneur, est relâché dans une

forêt en pleine nuit, le 1^{er} mai. La brigade criminelle chargée de l'enquête, épaulée par les flics du contre-espionnage, n'a aucun mal à identifier les donneurs d'ordre. Non seulement le premier secrétaire a été filmé par la caméra du distributeur de billets, mais, en plus, son portable a bourné à proximité du domicile d'Amir DZ. Mieux : selon un rapport de la DGSI, il participe, téléphone en poche, à un « débriefing » avec la fine équipe impliquée dans le kidnapping.

Résultat ? Quatre hommes de main sont aujourd'hui derrière les barreaux ainsi qu'un vrai-faux agent consulaire, sous-officier de la DGDSE. Le premier secrétaire d'ambassade se trouve, lui, sous le coup d'un mandat d'arrêt international. Les relations franco-algériennes, déjà bien esquinées, n'avaient pas besoin de ce nouveau dossier empoisonné...

La DGDSE vit mal que l'un de ses espions dorme dans une prison française. D'autant que son actuel patron, Rochdi Fethi Moussaoui – un très proche du président Tebboune –, commandait, à l'époque du rapt, de l'ambassade d'Algérie à Paris, les espions postés en France. Un sérieux défi pour l'actuel ministre de l'Intérieur français, qui s'est fixé pour objectif de rabiboher les deux pays après le passage dévastateur de Bruno Retailleau Place Beauvau. Le dossier Amir DZ plombe la visite de Laurent Nuñez à Alger, souhaitée par l'Elysée et par Matignon.

« Tebboune pourrait être tenté de marchander la grâce du journaliste sportif Christophe Gleizes contre la remise en liberté de son agent consulaire sous couverture », redoute un proche d'Amir DZ.

Un accord enlevé ? Odile Benyahia-Kouider et Christophe Labbé



L'Europe trop frileuse au Groenland

LES DANOIS sont bien mal récompensés de leur servilité. Ni leur complicité avec les barbouzes de la NSA pour espionner des dirigeants européens ni leurs achats massifs d'armements ne leur valent respect ou reconnaissance », constate avec ironie une pointure du Quai d'Orsay.

L'allégeance des Danois est pourtant indiscutable. Ils sont intervenus aux côtés des Américains en Libye, en Syrie, en Afghanistan, et la liste de leurs récentes emplettes, validée le 29 décembre dernier par le Congrès US, pèse 18,1 milliards de dollars. En vrac : 16 avions F-35A, des avions de patrouille maritime P-8A Poseidon avec missiles, mines et torpilles, des radars dernier cri, des drones de surveillance stratégique, des missiles de défense aérienne...

En juin, Copenhague a aussi ratifié un accord de coopération offrant aux Américains un accès « illimité » aux bases militaires de Karup, Skrydstrup et Aalborg.

Impérial sans-gêne

Mais qu'attendre de la part d'un Trump capable de s'adresser à ses alliés les plus dévoués avec la véhémence d'un porcher de l'Iowa ? « Nous avons absolument besoin du Groenland », a-t-il machonné depuis son club de golf de West Palm Beach (« The Atlantic », 4/1).

« Nous allons faire quelque chose avec le Groenland, que ça leur plaise ou non, car nous ne voulons pas de la Chine ni de la Russie comme voisins », a-t-il répété cinq jours plus tard. Peut-être ignore-t-il que l'Alaska et la Tchoukotka sont si proches qu'Amé-

ricains et Russes pourraient quasiment s'échanger une tasse de café au-dessus du détroit de Bering ?

Pour faire tomber le Groenland dans son escarcelle, la première option du « roi du deal » est l'achat. Trump a nommé Jeff Landry, le gouverneur (républicain) de la Louisiane, « envoyé spécial pour le Groenland » – et qu'importe si l'intéressé ne possède aucune compétence en politique étrangère. Certains esprits malicieux voient dans cette promotion une façon de rappeler que la Louisiane fut achetée en 1803 à la France de Napoléon.

Avec Trump, tout « est à vendre, tout est à prendre », grince un officier qui regrette la réaction « très molas-sonne » des Européens.

Macron a annoncé l'ouverture « avant l'été » d'un consulat français

à Nuuk. Une mesure toute symbolique, la communauté française au Groenland se résume à une dizaine de personnes.

Mais d'autres idées fleurissent. Ancien patron de l'Ecole de guerre, fêru de stratégie et de géopolitique, le général Vincent Desportes en a une, qu'il confie au « Canard » : « Déployer très vite au Groenland, avec l'accord du Danemark, des soldats de plusieurs nationalités européennes, et démontrer notre volonté d'empêcher Trump de passer à l'acte. Une approche dissuasive, qui augmenterait le coût politique d'une action en force des Américains. »

Pour cela, encore faut-il être crédible. Et aucun Etat n'a envie d'engager un bras de fer avec le Don Corleone de la Maison-Blanche.

Claude Angeli

Le "château Macron", à Villers-Cotterêts, menace ruine

Dans la ville RN, la Cité internationale de la langue française, grand projet présidentiel, enjolive les chiffres de sa fréquentation, mais ses caisses demeurent vides.

CE DEVAIT ÊTRE la trace laissée dans l'Histoire par Emmanuel Macron : un symbole fort au sein d'une commune, Villers-Cotterêts (Aisne), dirigée depuis plus d'une décennie par le Rassemblement national. Faire renaître le château de François I^{er} dans la ville natale d'Alexandre Dumas, quel panache ! Las, les débuts de la Cité internationale de la langue française, inaugurée il y a un peu plus de deux ans, frôlent la catastrophe.

Selon les chiffres grappillés par « Le Canard », le lieu n'a accueilli que 110 000 visiteurs en 2025 – très loin de l'objectif de 200 000 entrées par an affiché à l'ouverture. Et en nette baisse par rapport à 2024, qui n'avait déjà rien d'exceptionnel en dépit du battage orchestré par l'Elysée – 151 600 personnes étaient alors venues découvrir le « grand projet présidentiel ». Chapeau, les artistes !

Flop et reflop

De là à évoquer officiellement une contre-performance... Le Centre des monuments nationaux (CMN), qui supervise le lieu, communique, lui, autour d'un tout autre chiffre : « 501 000 visiteurs en deux ans ». Son mode de comptage est pour le moins fantaisiste : il recense toute personne pénétrant dans l'enceinte du château, même lorsqu'elle ne fait qu'emprunter un très pratique rac-



courci ouvert à tous reliant le centre-ville, la forêt et les autres quartiers de la commune. Si l'astuce permet à la direction de fanfaronner dans la presse locale, les caisses, elles, restent vides.

Car, bien que l'Etat ait pris à sa charge les 240 millions d'euros nécessaires pour sauver ce monument historique en ruine après des années d'abandon, il s'agit désormais d'en assumer les frais de fonctionnement, qui s'élèvent à environ 8 millions par an, avec ses 60 employés (dont 34 agents publics). En 2024,

on était loin du compte : la billetterie, la librairie, le café plus les locations n'avaient rapporté que 1,3 million d'euros.

Or, en 2026, le budget d'entretien (hors masse salariale et programmation culturelle) va encore augmenter, pour passer de 3,1 à 5,5 millions, et aucune source de revenus alternative ne se profile. L'institution peine à trouver des mécènes. Quant au projet d'hôtel de luxe, qui était censé occuper une large partie du château, l'opération a tourné au fiasco. Le groupe hôtelier parisien

revenu pour la convention d'occupation des espaces communs a dû jeter l'éponge à la fin de 2024 : lui-même en difficulté financière, il était incapable de trouver les 45 millions d'euros d'investissement nécessaires. Le programme est désormais suspendu, et ces milliers de mètres carrés vides coûtent cher.

Faut pas se monumentir...

La mésestimate à la tête de la Cité entre le directeur, Paul Rondin, ex-directeur délégué du Festival d'Avignon, très axé programmation culturelle, et Xavier Bailly, le numéro deux, au profil plus patrimonial, n'a rien arrangé. L'été dernier, le CMN a tranché et a exfiltré le second en catimini, mais le problème reste entier.

Le CMN va donc devoir jouer de sa fameuse péréquation – ses sites les plus rentables (Mont-Saint-Michel, Arc de triomphe...) payant pour les autres – afin de maintenir à flot la Cité internationale de la langue française. A ce jour, il lui garantit encore une jolie somme pour sa programmation culturelle, la plus importante des 110 monuments qu'il gère... au moins jusqu'en 2027.

Mais l'après-Macron s'annonce d'ores et déjà infiniment plus douloureux.

Agnès Laurent



L'Ifop grand-replacé au "JDD"

L'ANNÉE commence bien chez les sondeurs ! Pour preuve : janvier a vu paraître non pas un mais deux classements des « personnalités préférées des Français ». Le premier est le « Top 50 » du « Journal du dimanche », que l'hebdomadaire publie depuis 1998. Le second lui ressemble : il s'agit d'une liste TF1 de « 50 personnalités » – issue d'un sondage réalisé par l'Ifop.

Dirigée par Frédéric Dabi, l'entreprise travaillait jusqu'à présent avec le « JDD ». Mais, patatras ! cet automne, Serge Nedjar, le patron de CNews, qui fait la pluie et le beau temps au sein de l'hebdo réac, lui a préféré CSA, l'institut

maison, propriété du milliardaire Vincent Bolloré.

Et, « surprise spectaculaire ! », flambe le « JDD », les résultats de son classement penchent comme il l'espérait : Marine Le Pen trône la 7^e place, contre la 23^e du côté de l'Ifop ; Bardella, la 4^e, alors que, dans le baromètre concurrent, il n'atteint que la 12^e marche, en recul par rapport à l'année dernière...

Sonder n'est pas jouer

Coup de mou d'un côté, coup de pouce de l'autre ? Nedjar sait y faire. Il s'est arrangé pour se débarrasser de Frédéric Dabi, à qui, depuis 2021, il reprochait d'avoir abandonné les soirées électorales de CNews au profit de celles de TF1-LCI.

Plutôt rancunier, le patron de la chaîne d'info avait déjà tenté de l'évincer de « Paris Match » – sans succès. Au « JDD », Dabi était défendu par Geoffroy Lejeune, le directeur de la rédaction, qui sévissait auparavant au sein de « Valeurs actuelles ». Mais il n'a pas fait le poids face à Nedjar, qui décide des unes et des sujets.

Le divorce avec Dabi étant consommé, le « JDD » devrait perdre son « baromètre de popularité » présidentielle – le plus ancien de la V^e République –, qu'il publiait depuis près de cinquante ans.

Pas top. E. So. et T. B.

Le curieux silence des juges sur un homicide raciste

LA JUSTICE pourra-t-elle ignorer longtemps le contexte raciste lié à la mort violente d'un éducateur spécialisé, survenue le 31 août 2024 ? Ce jour-là, Djamel Bendjaballah a été renversé par la voiture de Jérôme D. Selon plusieurs témoins (dont la propre fille de la victime), la voiture a foncé sur lui et l'a percuté, avant de faire marche arrière, écrasant l'homme à terre.

Un « drame de la jalousie », comme pourrait l'écrire « France-Soir » ? Certes, Djamel vivait avec Vanessa, l'ex-compagne de Jérôme, et, pour les juges, cela explique tout. Le chauffard, mis en examen pour homicide volontaire et emprisonné, plaide l'accident. L'enquête a pourtant révélé que, depuis des mois, il infligeait à la victime un harcèlement sévère, agrémenté de compliments fleuris – « *sarrasin* », « *bougnoûle* », « *Mohammed Merah* » – et de cadeaux exquis tels que cochons en chocolat ou saucisson barré du mot « *halal* ».

Jérôme D. cultivait aussi l'engagement politique : il était responsable, pour le Nord, de la Brigade française patriote

(BFP), un discret mouvement nationaliste et survivaliste (dont le groupe Facebook compte près de 700 membres). Sa devise ? « *Se préparer et résister* ». Se préparer à quoi ? « *A la lutte armée*, a indiqué son ex-compagne dans l'émission « Sept à huit », sur TF1, le 4 janvier. *Il recevait des colts, des armes, des munitions, un gilet pare-balles.* » L'ennemi principal était « *le peuple musulman* », a précisé un compagnon de lutte. Avec la BFP, Jérôme D. participait, en montagne, à des camps d'entraînement et de tir. En 2021, a raconté le site Blast, il avait reçu, en tant que « *kamrad* » (sic), un formulaire d'inscription à Alliance France – milice néonazie, islamophobe et antisémite. L'intéressé ne dit pas s'il a adhéré.

La boulette du parquet

Pour l'instant – selon des documents consultés par « Le Canard » –, la justice n'a pas posé la moindre question sur les opinions modérées de Jérôme D., qui ont joué dans sa relation avec la victime. Normal : les trois plaintes dépo-

sées par Djamel pour injures racistes ont été classées par le parquet du Nord. La dernière, formulée en août 2023, l'a été dix mois après les faits (soit quelques semaines avant le drame) pour cause de « *prescription* ». Grossière erreur : en matière d'insultes xénophobes, le délai de prescription est de un an. Le parquet n'a sans doute pas voulu se déjuger en ajoutant aux griefs celui de la haine raciste – une circonstance aggravante faisant passer la peine encourue de trente ans à la perpétuité...

Résultat ? Dix-huit mois après les faits, le bilan est surréaliste. La demande de « *dépassement* » du dossier (qui dépendrait ainsi d'un autre parquet) a été refusée. Les plaintes pour racisme, classées. La possession illégale d'armes (Jérôme D. en détenait une douzaine), non retenue. Les menaces du chauffard sur la fille de Djamel sont, elles, restées au placard. Les demandes de parties civiles formulées par diverses associations antiracistes ont été jugées non recevables. Et la dissolution de la Brigade française patriote, réclamée par des élus, est à l'étude depuis plus d'un an.

A ces réserves s'ajoute l'insigne pudeur des politiques, pourtant très réactifs d'ordinaire face à ce type de « fait divers », surtout à droite. Arrivé au ministère de l'Intérieur quelques jours après le drame, Bruno Retailleau, interrogé à ce sujet, a déclaré sur France 2 (3/4/25) : « *Croyez-moi, parfois, il faut se taire (...). Je ne peux pas prendre la parole à chaque fois qu'il y a un mort.* » Ça dépend un petit peu du mort, non ? J.-F. J.

M. Covid reconverti dans le check-up

PENDANT l'épidémie de Covid, il établissait le décompte quotidien des contaminations, ce qui n'immunise pas contre les critiques. L'arrivée, annoncée le 6 janvier, de Jérôme Salomon, médecin infectiologue et ancien haut fonctionnaire de 56 ans, au sein de la start-up de médecine préventive Zoï, a fait tousser jusqu'à l'Elysée.

Sponsorisée par – excusez du peu ! – Xavier Niel (Iliad, Free), Rodolphe Saadé (CMA CGM), Jean-Marie Messier (ex-Vivendi), Jean-Claude Marian (Orpea) et Stéphane Bancel (Moderna), la boîte est entre de bonnes mains : celles d'Ismaël Emelien, ex-conseiller spécial du président Macron jusqu'à sa démission, en 2019, à la suite de l'affaire Benalla. Elle propose à qui veut des check-up de santé à plusieurs milliers d'euros.

Spa de sa faute

L'arrivée de Salomon chez Zoï (« vie », en grec) va permettre à l'ex-conseiller de Bernard Kouchner, de Mari-sol Touraine et d'Emmanuel Macron de tirer son propre bilan. Alors qu'il a œuvré pendant toute sa carrière pour la santé publique, il s'approprie aujourd'hui à promouvoir un centre aux allures de spa, où l'on met en avant autant la batterie d'examen médicaux proposée que la collation d'Alain Ducasse comprise

dans le tarif. Au top de la déontologie, chef ? Et tant pis si certains prélèvements biologiques (tels ceux destinés à la recherche du stress oxydatif) sont parfaitement inutiles, voire contraires aux recommandations des autorités sanitaires. Une ancienne collègue de Salomon commente : « *Il faut bien gagner sa croûte, mais il va avoir un petit problème d'éthique.* » Une dégradation pour le chef descendant du capitaine Dreyfus ?

Victime de coupes budgétaires, Salomon avait, en juin dernier, été écarté de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), où il officiait en qualité de sous-directeur chargé des maladies transmissibles. « *A l'OMS, la soupe est bonne, raconte un habitué. Comme dans toutes les organisations onusiennes, les salaires, autour de 20 000 dollars net par mois (environ 17 100 euros), sont défiscalisés, et la mutuelle est prévue dans le contrat.* » Zoï précise au « Canard » que Salomon a été recruté « *à des conditions beaucoup moins favorables que celles dont il disposait à l'OMS* ». Le privé, c'est plus ce que c'était.

Située à deux pas de l'Elysée, la start-up revendique 3 000 check-up depuis son lancement, en 2021. Parmi ses clients ? Des cabinets d'avocats, des banques d'affaires, mais aussi Voyageurs du monde, L'Oréal ou Veolia, tous disposés à payer 3 600 euros par salarié. Heureux hasard, parmi la

trentaine d'actionnaires originels de Zoï, on retrouve trois proches de Veolia : Laurent Obadia (le conseiller du PDG, Antoine Frérot), le juriste Xavier Boucobza et Christian Dargnat, qui avait organisé la levée de fonds du candidat Macron en 2017 auprès des grandes fortunes, avant de devenir le conseil de... Veolia et de presider la holding Zoï Invest. Pour les amis, il faut savoir se mouiller !

Séculé

Emelien, l'ancien « mormon » du Président, aimerait aujourd'hui convertir les foules à ses bilans de luxe. Véritable « *caution* », selon l'expression d'un ancien ministre de

la Santé, Salomon est chargé d'« *accélérer la démocratisation de la médecine préventive* ». En clair, l'ancien directeur général de la Santé va faire le siège des mutuelles et de l'Assurance maladie, plombée par ses 23 milliards d'euros de déficit, pour les diagnostics de remboursement ces diagnostics réalisés dans une « *suite* » en forme d'« *espace fetal* »...

La Haute Autorité pour la transparence de la vie publique n'a pas accouché de son avis concernant le pantouflage du nouveau « *Chief Medical and Science Officer* », mais nul doute que le zèle déontologique ne dépistera aucun conflit d'intérêts. Et n'en prédira pas davantage...

Fanny Ruz-Guindos et Louise Colvert

Logo récalcitrant

HARVARD (Cambridge), le Massachusetts General Hospital (Boston), le Memorial Sloan Kettering Cancer Center (New York), l'Université Paris Cité... A son lancement, Zoï affichait de multiples partenaires très prestigieux. Las ! après un récent rajustement de son site, les logos de ces institutions ont disparu. L'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), par exemple, demandé à Zoï de retirer dare-dare son nom, utilisé sans son autorisation. La start-up continue malgré tout de mettre en avant le plus grand CHU d'Europe. Auprès du « Canard », elle se vante ainsi d'avoir proposé à l'AP-HP de lui « *ouvrir gratuitement l'accès à [ses] données* »... tout en omettant de préciser que son offre a été déclinée. « *Zoï a rencontré le directeur général de manière informelle, et nous n'avons pas donné suite car il n'y avait aucun intérêt à participer à quoi que ce soit avec eux* », explique l'hosto au Palmipède. Certifiés mythes !

F. R.-G. et L. C.

Mal formation à Action Logement

COMMENT s'en débarrasser ? Telle est la question qui taraude la direction d'Action Logement (AL) à propos de l'une de ses filiales, Action Logement Formation (ALF). L'association, qui collecte plus de 3 milliards d'euros par an et les distribue aux bailleurs pour qu'ils financent les logements sociaux et intermédiaires, est bien embêtée avec son organisme de formation professionnelle maison.

En théorie, ALF est géré par le patronat et les syndicats, mais, comme pour toutes les structures du groupe, le Medef est à la barre. En juillet 2021, Bruno Arcadipane, le patron d'AL, bombarde à la direction d'ALF Valérie Debord, ex-députée sarkozyste mais toujours vice-présidente (LR) de la région Grand Est et candidate à la mairie de Nancy.

Très vite, les pertes s'accumulent, à tel point qu'en 2024 Action Logement doit verser une subvention exceptionnelle pour combler un trou de 96 000 euros – pour un petit million de chiffre d'affaires.

Valérie débordée

En mars 2025, Debord est exfiltrée dans une autre filiale d'AL, et un nouveau directeur général prend les commandes. En novembre, devant l'étendue des dégâts, ce dernier démissionne en catastrophe : les pertes annuelles avoisinent les 200 000 euros et dépassent les fonds propres, avec, en prime, un déficit de 273 000 euros prévu pour 2026.

Le 22 décembre, une « *note d'alerte* », tombée dans le bec du « Canard », dresse l'in-

ventaire. Au sein des filiales maison, ALF se traîne une réputation de « *prestataire de seconde zone* ». Son catalogue de formations destinées aux 20 000 salariés du groupe AL est jugé « *obsolète* », et les formateurs internes, « *sous-employés, passent moins de la moitié de leur temps à dispenser des formations* ».

En vérité, ALF organise de nombreux stages en interne afin d'inculquer la culture AL aux nouveaux salariés et de former les administrateurs syndicaux et patronaux à la communication avec les élus ainsi qu'aux secrets du *media training* (sans aller jusqu'à les inciter à répondre au « Canard », hélas).

Rien, dans tout cela, ne peut passer pour de la formation continue, laquelle, seule, permet d'être dispensé de TVA. Résultat ? La note d'alerte s'inquiète, en cas de poursuite de l'activité, des « *risques de redressement fiscal* ». Allô, patron ? pourquoi tu tousses ? D'où l'idée d'une cessation d'activité avec transfert des salariés pour couler tout ça dans le béton en loucedé. Cela ôterait une épine du pied à Arcadipane, qui, comme le Volatile l'a déjà raconté (29/10), ne parvient pas à convaincre le gouvernement d'approuver le projet de réforme statutaire qui lui permettrait d'entamer un nouveau mandat de trois ans, en juillet, pour mieux briguer, en 2028, la tête du Medef, dont il est déjà vice-président. Vite, un dernier petit cours de communication avec les élus avant de fermer ALF ?

David Rousset



ZigZag

SOTS À SKI

Selon le tabloïd allemand « Sport Bild » (5/1), plusieurs athlètes de saut à ski se sont fait pincer pour avoir fait agrandir leur pénis. La taille de leur engin entre en effet en compte dans la confection de leur combinaison. Si le point le plus bas de la zone génitale peut être déplacé, « la surface de la combinaison augmente automatiquement, ce qui améliore la flottabilité ». Certains se sont donc fait injecter de l'acide hyaluronique peu avant la mesure, pour gagner quelques centimètres. Et, à la veille des JO d'hiver en Italie, entrer dans l'Histoire avec un gland « H » ?



SANS ET HORS

Le match de Coupe de France prévu le 10 janvier entre Sochaux et Lens a été reporté au lendemain, en raison d'importantes chutes de neige. Les supporters des Sang et Or se sont retrouvés bien embarrasés : faire demi-tour ou se payer une nuit d'hôtel ? C'était compter sans la générosité des locaux, qui se sont mobilisés sur les réseaux sociaux pour accueillir les nordistes, via le hashtag #HebergeUnLensois (« lequipe.fr », 10/1).

Comme quoi, le foot, ça peut aussi créer des (Socha)liens !

POINT DE POINT

Coupe de France toujours, mais côté arbitres cette fois : lors du match opposant Le Puy-en-Velay (National) à Reims (L2), les hommes au sifflet ont mis cinq bonnes minutes à trouver le point de penalty, caché par la neige et la boue, avant la séance de tirs au but !

Une comédie que n'aurait pas reniée Molière dans... « la VAR » !

A UNE DATE ADULTÉRIURE

Pour une raison mystérieuse, l'application de rencontres extraconjugales Gleeden connaît un pic de fréquentation chaque deuxième lundi de janvier, « Le Parisien » (11/1) : « Le lundi 9 janvier 2023, l'activité de la plateforme était supérieure de 410 % à la moyenne de l'année (...) ». Le lundi 15 janvier 2024, c'était + 510 %. Et, en 2025, + 530 % le lundi 13 janvier. »

En attendant les chiffres pour le lundi 12 janvier 2026, on espère une déclaration rapide de Lecornu sur ces histoires de cocu.

Des maîtres de l'Iran au pouvoir délirant

«Le Canard» a rencontré un expert de la vie politique iranienne : la rue qui s'enflamme, l'inflation qui flambe, le bazar, les pasdaran, Israël, Trump, etc. Un diagnostic persan.

TOUT est parti, fin décembre, du bazar de Téhéran – pilier traditionnel du régime – et de la flambée des prix des... téléphones cellulaires. Très vite, le mouvement a gagné d'autres villes et a pris un tour violent, sous la houlette, notamment, de jeunes désœuvrés, durement réprimés. La révolte s'est étendue, mais on est encore loin des 3 millions de protestataires descendus dans la rue lors des manifestations déclenchées par la mort, en 2022, de Mahsa Amini, cette jeune Kurde tuée pour un foulard mal ajusté. Au début en retrait, les classes moyennes et les femmes sont aujourd'hui très impliquées.

La crise résulte aussi d'une accélération de la dégradation de la situation économique. L'inflation réelle avoisine, en rythme annuel, 80 à 90 %, alors que plus d'un tiers de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. L'absence de réserves financières pour l'atténuer ne peut qu'amplifier la contestation.

Si un réel espoir de changement accompagne les manif actuelles, le pouvoir a hélas acquis, au fil des soulèvements (1999, 2009, de 2017 à 2019, 2022), une expertise éprouvée dans la répression ciblée, assortie de concessions. D'où, par exemple, l'éviction du patron de la Banque centrale et le versement aux familles d'une allocation mensuelle (l'équivalent de 6 euros par foyer). Tout l'art consiste à opposer les citoyens, dont les frustrations sont compréhensibles, et les commerçants bazaris aux « émeutiers manipulés », « saboteurs » et « vandales ».

S'il maîtrise pour l'instant la rue au prix d'un carnage à huis clos, le pouvoir, affecté par des revers successifs au Liban, en Syrie, au Yémen, et surtout par la guerre des Douze Jours, menée en juin dernier par Trump et Netanyahu, est affaibli sur ses deux fronts prioritaires : le nucléaire et l'influence régionale. Ses alliés traditionnels, la Russie et la Chine, n'ont rien fait pour entraver l'offensive israélo-américaine. Côté musulman, Téhéran sait que les monarchies du Golfe s'accommodent fort bien de ce déclin. Même si Dubaï reste un poumon commercial et financier vital pour le contournement des sanctions. Après ces revers, l'exécutif semble paralysé. L'option

retenue est de gagner du temps pour tenter de reconstituer le potentiel militaire.

Plusieurs signaux laissent supposer que le système, ébranlé, tente de reprendre en main l'appareil sécuritaire : la nomination de l'ancien président du Parlement Ali Larijani (clan des « durs ») à la tête du Conseil suprême de sécurité nationale ; la réforme annoncée du Renseignement, apparu très infiltré par le Mossad ; et le remplacement de plusieurs cadres du Corps des gardiens de la Révolution islamique (pasdaran).

À ce stade, on n'observe pourtant pas de défection majeure dans l'appareil répressif, fragilisé. Même si la paupérisation générale affecte aussi les soldats, les policiers ou les miliciens basidjis (gardes-chiourmes de l'ordre politique et moral), tous restent tragiquement efficaces, et la répression se chiffre en centaines de morts. Notamment dans les provinces frontalières de l'Ouest et du Nord (Kurdistan)

Le régime s'inquiète d'un autre signe de délitement : la désaffection religieuse. Les mosquées sonnent creux depuis trente ans. L'Iran est le pays musulman où le jeûne du ramadan est le moins respecté. On assiste, notamment en ville, à un extraordinaire relâchement des normes sociales. À Téhéran ou à Chiraz, la plupart des femmes sortent non voilées.

Aucune opposition extérieure ne jouit d'une popularité suffisante pour peser sur le mouvement. Ni les royalistes ni les Moudjahidine du Peuple, basés en France et discrédités en raison de leur alliance avec Bagdad lors de la guerre avec l'Irak (1980-1988). Le fils du chah Reza Pahlavi est aujourd'hui la seule figure connue, mais il a commis l'erreur d'approuver les meurtrières frappes israélo-américaines. Son audience, très artificielle, doit beaucoup à l'activisme de la diaspora royaliste et à ses réseaux sociaux. Pourtant, la coïncidence entre son appel à manifester massivement les 8 et 9 janvier et l'embrasement de la capitale a frappé les esprits. En revanche, rien ne confirme pour l'instant l'hypothèse d'un lâchage du Guide suprême, Ali Khamenei, par son appareil politico-militaire, ni d'un exil moscovite de celui-ci...



Quand la banque alimentaire atterre

LE PARQUET de Perpignan (Pyrénées-Orientales) a été destinataire, au mois de décembre, de deux plaintes déposées par des bénéficiaires de la Banque alimentaire d'une bourgade située à quelques encablures de là, Pézilla-la-Rivière. Lesdites plaintes, qui ont vite entraîné l'ouverture d'une enquête préliminaire, sont assorties d'une demi-douzaine d'attestations d'anciens bénéficiaires qui, tous, décrivent un drôle de manège bien rodé : les nécessiteux qui paient une participation à la mairie pour bénéficier d'un colis de produits se voient distribuer des paniers de moins en moins garnis, alors que certains bénévoles de l'association récupèrent des denrées et se servent au passage.

Confectionnés grâce à un partenariat avec la grande distribution, des subventions du département, de l'Etat et de l'Union européenne, lesdits colis sont d'autant moins censés terminer dans le cabas des bénévoles que plusieurs d'entre eux se trouvent être des élus municipaux. L'un des plaignants est allé jusqu'à recruter un détective privé, qui a enquêté entre juin et octobre 2025 et a constaté, rapports à l'appui, que certains rentraient chez eux avec

des colis alimentaires chargés dans leur voiture. La plainte met également en cause « les employés municipaux qui aident à décharger le camion » et se servaient également.

Friandises périmées

Pour couronner le tout, des bénéficiaires ont fait part de dégustations organisées avec les produits de la collecte à l'intérieur de locaux municipaux.

Jointe par « Le Canard », la première adjointe et possible future maire de Pézilla-la-Rivière, Nathalie Piqué, qui officie comme conseillère départementale et vice-présidente du centre communal d'action sociale, jure que la quantité baisse dans les colis, en raison, notamment, de l'« augmentation du nombre de bénéficiaires ». Et que seuls « les excédents en fruits et légumes sont distribués soit aux bénévoles, soit aux animaux ». Pour les dégustations dans les murs municipaux, elle explique simplement qu'il s'agit de tester des produits à date limite de conservation « largement dépassée ».

Et les bornes, elles sont dépassées comment ?

ZigZag

STOÏQUE-STORY

La pensée stoïcienne a le vent en poupe, grâce à des punchlines bien senties que « Libé » (10/1) décrit comme « une éthique en kit pour lecteur pressé ». Et de rappeler que Louis Sarkozy déclarait en septembre, dans « Le Figaro La Nuit », au sujet d'un célèbre empereur et philosophe romain : « Marc Aurèle, c'est quelque chose qui est si incroyable... que c'est à peine croyable. »

Une telle profondeur, ça dépasse presque le niveau de son père, le célèbre ex-empereur Sark-Aurèle.

DRÔLES DE ZIGS

■ SÉBASTIEN LOEB, pilote de rallye qui participe à son 10^e Dakar, semble découvrir la course, qui se déroule cette année en Arabie saoudite (« eurosport.fr », 7/1) : « On n'a toujours pas attaqué depuis le début du rallye, on ne fait qu'attendre. Je me fais chier dans la caisse, mais apparemment c'est ça, le Dakar. »

Qu'il se rassure, il n'est pas le seul que le Dakar fait ch...

■ DIOSDADO CABELLO, ministre de l'Intérieur du Venezuela, a bien appris de son mentor, Hugo Chávez. Ce dernier a présenté de 1999 à 2012 l'émission « Aló Presidente », 378 épisodes en tout, dont le plus long a duré plus de huit heures. Cabello fait mieux avec « Con El Mazo Dando » (« coup de masse »), émission hebdomadaire qui en est à son 556^e épisode en onze ans, excusé du peu, et durant laquelle il s'affiche un gourdin à pointes en main.

Un programme assommant.



■ NEYMAR JR., qui vient de prolonger son contrat avec l'équipe brésilienne de Santos, a présenté ses nouveaux joujoux sur Instagram (6/1) : un Falcon 900LX de chez Dassault (52 millions de dollars), un hélico Airbus H145 (10 millions) et, pour les petits trajets... une Batmobile à seulement 2 millions de dollars.

Sa nouvelle devise : droit au Bat ?

■ DONALD TRUMP, s'exprimant devant la presse le 9 janvier, a déclaré, au sujet du Groenland (AFP, 10/1) : « Je suis un fan du Danemark aussi, je dois vous le dire, et ils ont été très sympas avec moi (...). Mais, vous savez, le fait qu'ils aient débarqué là avec un bateau il y a cinq cents ans ne veut pas dire qu'ils possèdent le territoire. »

Dans ces conditions, pourquoi ne pas rendre directement les Etats-Unis aux Amérindiens ?

Le ministre de la Ruralité privé de tracteurs

ORIGINAIRE des Vosges, où il est maire de son village (Les Voivres) depuis trente-six ans, le ministre délégué à la Ruralité et ancien patron de l'Association des maires ruraux de France, Michel Fournier, s'est rendu le 9 janvier dans le département voisin de la Haute-Marne, à Saint-Blin,

Rimaucourt et Froncles, pour « parler de santé, d'éducation et de petite enfance avec les élus de terrain ». Mais, dans un « contexte agricole et social tendu », la préfète du département, Régine Pam, a pris un arrêté pour interdire ce jour-là, de 8h30 à 14 heures, dans les zones où devait se rendre le ministre, « toute

circulation d'engins agricoles ou pouvant être considérés comme tels (tracteurs, pelleteuses, remorques, etc.), qu'ils soient isolés ou en cortèges ». Circulez, y a rien à bloquer !

Empêcher le ministre de la Ruralité de voir des tracteurs quand il se rend dans un territoire rural... c'est quand même ballot (de paille).



Pan sur le bec

Une coquille glissée dans le « Plouf ! » (7/1) a fait bondir plusieurs amis du Volatile. Non, le petit rhinolophe ne cherche pas à « échapper aux vautours, aux éperviers et aux faucons ». Les vautours sont certes des charognards fort utiles au nettoyage des carcasses, mais ils ne chassent pas et seraient bien incapables de courser l'agile petite chauve-souris que nous évoquons. Il fallait écrire « autour ». Très furtif, l'autour des palombes est en effet un grand spécialiste des rapt en plein vol.

Le coupable, qui s'est fait traiter de buse, est condamné à payer sa tournée de Premières ou Dernières Grives – un excellent Tariquet recommandé par nos amis des « Pans sur le bec ».

CONFLIT DE CANARD

Recherche insectivores désespérément

C'ÉTAIT la grande idée de Macron : nourrir nos poulets et nos cochons avec de la farine d'insectes plutôt qu'avec du soja ou du maïs sud-américain. Sauf que c'est mal parti pour la souveraineté alimentaire dans les mangeoires, promise par le chef de l'Etat.

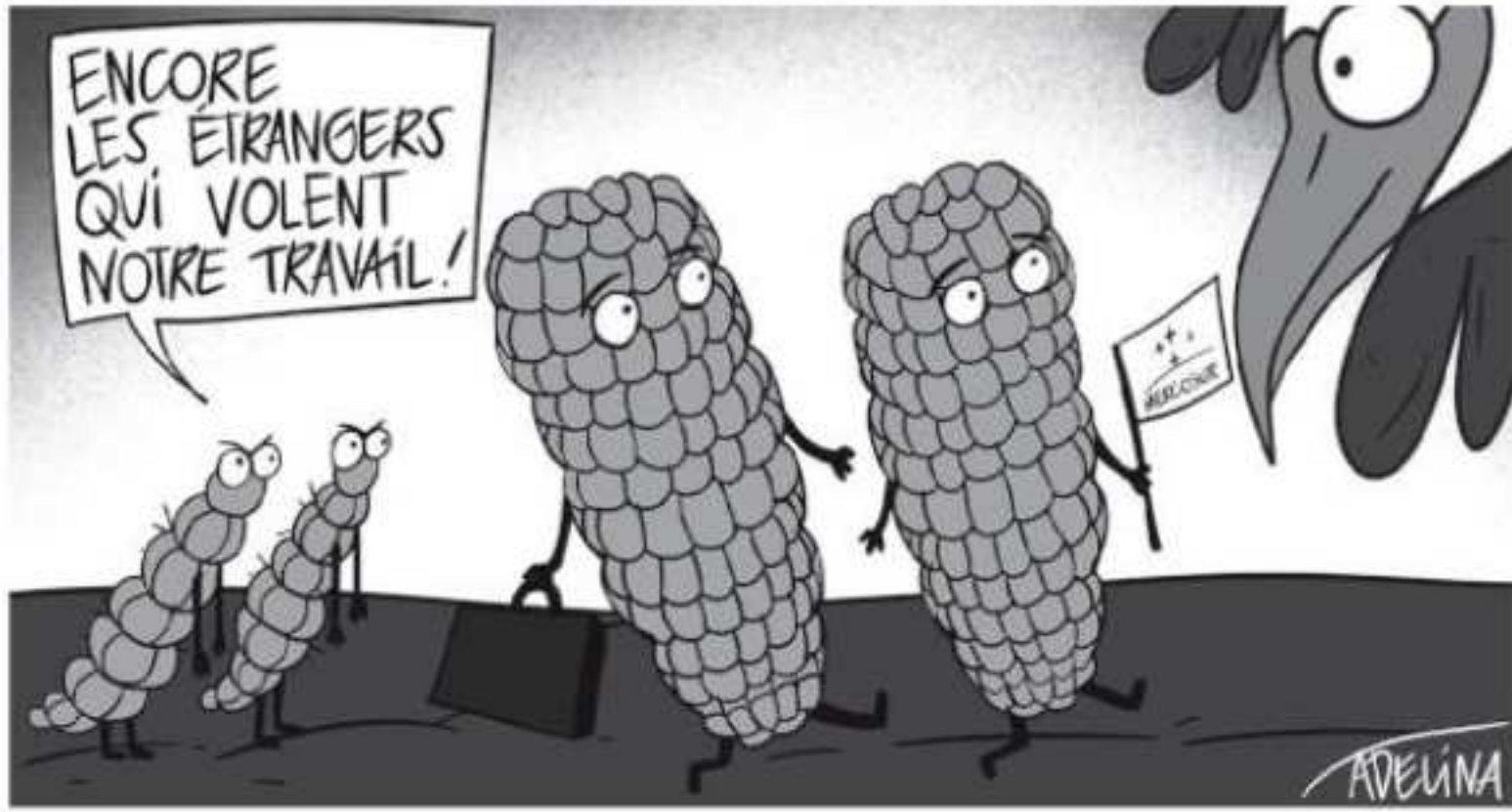
Primo, grâce à l'accord avec le Mercosur, qui vient d'être voté à Bruxelles, le bétail européen va pouvoir becueter chaque année 10 millions de tonnes de maïs brésilien ou argentin détaxé. Secundo, Insect, la start-up française qui devait produire, dès 2026, 200 000 tonnes de farine concoctée avec des larves de scarabée, a mis la clé sous la porte. La Macronie

avait pourtant caressé dans le sens du poil la licorne de l'agrotech.

Lors de sa visite aux Etats-Unis en 2022, le Président avait embarqué dans son avion le pédégé d'Ynsect pour en mettre plein les mirettes aux Yankees. L'année d'avant, pas moins de trois ministres avaient fait le déplacement dans la Somme pour inaugurer ce qui devait être la plus grande ferme d'insectes du monde, avec un bâtiment de 45 000 m² et 36 mètres de hauteur. Parmi eux, Barbara Pompili, à l'Écologie, s'était fendue d'un tweet enthousiaste : « Manger des insectes, c'est protéger la forêt amazonienne ! » Tandis qu'à l'Assemblée nationale Julien Denormandie, qui officiait

alors à l'Agriculture, claironnait : « La France est en passe de devenir un des leaders mondiaux dans la production d'aliments à base d'insectes. » Patatras, le 1^{er} décembre dernier, Insect était placé en liquidation judiciaire. Avec une belle ardoise : 650 millions d'euros, dont 200 millions d'argent public sous forme de crédits d'impôts et de subventions en tous genres.

Un de nos autres champions tricolores de la farine d'insectes, lui aussi perfusé d'aides publiques, bat de l'aile. L'été dernier, Agri-nutris, dont l'usine située à Reihel, dans les Ardennes, produit annuellement 17 000 tonnes de protéines de larves de mouche, a écopé d'un redressement judiciaire. La Compagnie des insectes a aussitôt été appelée à la rescousse par la Macronie pour injecter de l'oselle et tenter de sauver la start-up valorisée à 100 millions d'euros. Ce Bon Samaritain, soutenu par les deniers publics et la banque Natixis, veut coûte que coûte remettre sur pattes la filière tricolore d'élevage d'insectes. Pour y arriver, La Compagnie des insectes mise entre autres sur le retour dans l'auge des bovins des farines animales interdites depuis le scandale de la vache folle. Effet boeuf garanti...



Plouf!

Le plus qu'humain

L S'APPELAIT Mensch, et elle Fauna. Ils s'aimaient. Ils s'étaient rencontrés très jeunes. Elle portait des tuniques lâches, s'occupait d'oiseaux blessés, écoutait de la musique. Lui survint « avec des cheveux longs et une guitare dans le dos, la tête pleine de livres et l'âme profondément inquiète ». Il ne savait pas aimer. Elle le lui enseigna.

Ils vivaient de l'air du temps. Il avait des mains actives. Il s'y connaissait en transistors et en raccords bizarres. Un jour, il mit au point un cadre muni d'un rotor, assemblé d'une certaine façon. Le rotor se mit à voler dans leur cabane. Mensch resta là, immobile, et se mit à pleurer. Il lui dit « avoir en tête quelque chose de si important que certaines gens le tueraient pour l'obtenir et d'autres le tueraient pour l'annéantir ». Il se refusa à lui révéler de quoi il s'agissait. Il ne voulait pas la mettre en danger.

Et il changea du tout au tout. Il alla chez le coiffeur local, quitta ses vieilles nippes, prit un emploi chez Flextronics, entra au conseil municipal. Quand elle lui demanda des explications, il la contempla avec tristesse et démenagea. Il grimpa l'échelle sociale et perfectionna

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



secrètement son rotor. Quand les géants industriels, puis l'armée, voulurent s'emparer de ses brevets, il était un magnat intouchable protégé par une armada d'avocats.

Alors il mit ses brevets dans le domaine public, et le rotor Mensch, qui ne nécessitait aucun combustible, se répandit librement sur la terre entière. « Tu aurais pu avoir l'amour », l'accusa Fauna. « Mais je l'ai eu », répondit-il.

Pourquoi cette nouvelle de l'auteur de science-fiction Theodore Sturgeon, « L'Homme qui apprit à aimer », parue en 1969 (1), nous est-elle revenue soudain en tête ? Parce qu'on ne cesse de répéter,

ces jours-ci, que contrôler l'énergie c'est contrôler le monde. Comme si c'était une découverte... On dit que Trump, lui, l'a compris, mais pas nous. Qu'en prenant le contrôle du Venezuela et du Groenland il s'apprête à mettre la main sur une grande partie des ressources énergétiques mondiales (et des minerais critiques qui vont avec). Qu'il a compris, lui, que l'irruption de l'IA voilà trois ans est en train de tout renverser. Que pour atteindre sa vraie puissance il va lui falloir des quantités inouïes de data centers dont la voracité en énergie, en eau et en métaux sera infinie.

On nous dit de ne pas écouter ceux qui vont répétant que dans notre monde fini une croissance infinie est impossible, et que nous allons droit dans le mur de la bêtise.

Écoutons au contraire les amis de l'IA. Ils le promettent, elle va nous apporter une croissance miraculeuse : « 2025, le début d'une ère d'abondance », titrent joyeusement « Les Echos » (3/12/25). Oui, l'IA va se montrer beaucoup plus intelligente que nous et nous tirer d'affaire !

Y a pas à dire, la science-fiction d'aujourd'hui, c'est autre chose.

Jean-Luc Porquet

(1) On peut la trouver d'occasion dans le recueil « La Sorcière du marais », Néo, 1981.

Le Cinéma

Laguna
(Les morts pour le dire)

TOUT COMMENCE par un plan foudroyant : au-dessus d'une forêt, le vol plané d'un rapace, puis de deux... Autre plan, ensuite, au ras des eaux d'une mangrove, jusqu'à ce que la caméra se fixe sur une tortue de mer qui s'enterre dans le sable pour pondre. Un documentaire animalier ? Pas vraiment. Plutôt un film de deuil à l'écoute de la nature et de ses cycles, dans lequel le cinéaste lituanien Sharunas Bartas s'immerge, en compagnie de sa plus jeune fille, Una Marija, dans le village mexicain de Ventanilla, sur la côte du Pacifique, pour panser leurs plaies après la mort fulgurante de sa fille aînée, Ina Marija Bartaitė, qui avait fait de ce lieu sa terre d'élection avant d'être fauchée à vélo, à 24 ans, en Lituanie.

C'est un essai introspectif, en compagnie de la douce et sensible Una Marija, âgée d'une dizaine d'années, afin d'apprivoiser la mort et l'absence par des mots tout simples, et de faire de leurs souvenirs d'Ina autant de « perles » qui la maintiennent vivante. La tendresse du regard du père sur sa fille la plus jeune peut rappeler les dialogues pères-fils de « La Route », de Cormac McCarthy. Bartas montre en images sublimes les habitants, animaux ou humains, de cette lagune mexicaine, leurs mœurs et leurs rites, tout en célébrant la puissance de renaissance de la nature. Ce cinéaste méditatif se dévoile



dans ce film de guérison de soi par soi, à la fois frontal et pudique, tel un tombeau pour son aînée, actrice précoce et elle-même fille d'une comédienne déchirante, Katia Golubeva (1966-2011), qui s'est suicidée.

Ina surgit ici dans quelques plans baignés de mélancolie ou à travers ses poèmes... Et l'on se prend à croire que, telles les petites tortues à peine écloses montrées à l'écran, sa petite sœur Una puisse à son tour incarner sa « lumière délicate ».

David Fontaine

Les films qu'on peut voir cette semaine
L'Affaire Bojarski

Parfois académiques, les films de Jean-Paul Salomé ? Pas faux, mais ce réalisateur est un tel dénicheur d'histoires et un si formidable directeur d'acteurs qu'on lui pardonne.

Jan Bojarski (Reda Kateb), ingénieur polonais de talent, rejoint la France pendant la guerre sans trouver de travail dans sa branche. Egalement graveur, dessinateur, imprimeur, il devient le plus grand, mais dans la fausse monnaie. Trois cents millions de billets écoulés en presque quinze ans ! La Banque de France perd ses nerfs, le pouvoir gaulliste rêve de lui faire la peau, un grand flic, Mattei (Bastien Bouillon), le piste. Tandis que la femme de Bojarski (Sara Giraudeau) ne veut rien savoir. L'affrontement Bojarski-Mattei n'est pas sans rappeler ceux des films de Melville.

On aurait tort de boudier son plaisir ! – A.-S. M.

Palestine 36

Dans la Palestine sous mandat britannique, en 1936, un jeune villageois voit son frère arrêté. Puis, témoin de la grève générale qui embrase Jérusalem, et au contact d'une journaliste éclairée, il bascule dans la lutte armée.

Plus grosse production jamais tournée en Cisjordanie – qui a été interrompue après le 7 octobre 2023 –, ce film d'Annemarie Jacir restitue finement les réalités de la Palestine « mandataire », entre promesses contradictoires des Britanniques et répression coloniale brutale. Sans mani-chéisme, une palette de personnages montrent les diverses attitudes possibles. Nourri de photos d'archives, ce film historique fouillé représente la Palestine aux Oscars. – D. F.

Abel

Le Kazakh Elzat Esken-dir plonge dans l'univers des éleveurs d'ovins en 1993, au moment où les fermes collectives du Kazakhstan sont peu à peu démantelées. Dans ce monde très fermé et ritualisé,

l'irruption du capitalisme transforme la vie quotidienne en affrontement. Soudain, c'est le far west. Abel, le héros, doit-il s'adapter aux règles de ce nouveau monde pour sauver son lopin de terre ou défendre ce qu'il croit juste et finir ruiné ?

Eskender choisit de raconter cette histoire dans le temps long de la vie rurale, et c'est là toute la force du film. – A.-S. M.

Jusqu'à l'aube

Dans une banlieue de Tokyo délicatement représentée, Shō Miyake filme la rencontre de deux jeunes salariés embauchés dans une petite entreprise de matériel pédagogique spécialisée dans la représentation du ciel et des étoiles. Misa et Takatoshi sont un peu cassés par des handicaps qui leur gâchent – beaucoup – la vie.

C'est l'histoire d'une belle amitié, d'une entraide pour tenter de sortir de la nuit, dans un environnement japonais qui se montre, aux yeux du spectateur occidental, étonnamment bienveillant. Loin des clichés, plus près des étoiles ! – M. B.

Furcy, né libre

En 1817, un esclave de l'île Bourbon (renommée La Réunion) découvre qu'il est né de mère affranchie et intente un procès pour faire reconnaître sa propre liberté. Un épuisant parcours du combattant de près de trente ans.

Adaptant un récit historique de Mohammed Aïssaoui, le rappeur Abd Al Malik donne un film éclairant, avec des acteurs solides, de Makita Samba en héros endurant à Romain Duris en procureur du roi idéaliste ou Vincent Macaigne en propriétaire duplice. Mais, dans le genre, le film n'atteint pas la force de « 12 Years A Slave » (2013), de Steve McQueen. Tandis que la promesse faite par Bayrou d'abroger enfin le Code noir, édicté par Colbert en 1685, a fait long feu... – D. F.

Sans pitié

Julien Hosmalin montre, avec ce premier long-métrage, l'étendue de son talent. Deux garçons vivent dans le milieu des forains avec leur mère. Un soir, le cadet disparaît puis réapparaît en pleine nuit, dévasté, en pleurs. Son immense désarroi passe inaperçu. Vingt ans plus tard, le gamin devenu homme revient pour les obsèques de sa mère et règle ses comptes pour tourner la page de ce moment oublié de tous, sauf de lui.

Qu'est-ce qu'être un frère, un père, un fils ? s'interroge Hosmalin. Un carcan, un mode d'obligations et d'automatismes qui mènent à la mort, explique son film. – A.-S. M.

Les films qu'on peut voir à la rigueur

Les Courageux

Une petite ville près d'un lac. Julie, chômeuse, élève seule ses trois enfants dans la précarité et avec ses propres règles : mensonges, combines, menus vols pour survivre. Les petits s'habituent à une vie imprévisible dans laquelle un abandon d'une journée au centre commercial se rachète par une soirée crêpes. Lorsque Julie repère la maisonnette de ses rêves, elle croit sortir de l'engrenage de la dévotion...

La mère immature et excentrique qui donne le change à ses enfants : ce court drame de la Suisse Jasnin Gordon traîne une impression de déjà-vu, malgré la belle présence d'Ophélie Kolb et le regard si touchant des gamins, crédules mais résignés. – J.-F. J.

Lettres ou pas Lettres

Du monoï au cœur
“Ce que les îles font de nous” : voyageuse, philosophe, Rose Aries plonge... en elle-même.



LA PUB adore ce genre d'affiche : sur le sable immaculé d'un atoll, une jeune femme seule, en position du lotus... La belle vie ou le mortel ennui ? « Qu'est-ce qui pousse à vouloir vivre dans les îles ? » interroge l'auteur, qui part explorer sa bibliothèque : Bougainville, Stevenson, Deleuze, Romain Gary, Michel Tournier, Hannah Arendt, Simenon (épous de Porquerolles), sans oublier le Néo-Zélandais Tom Neale, qui a décidé de vivre seul pendant six ans sur un atoll désert des îles Cook.

Rose Aries relit la biographie de Gauguin et sa fin pitoyable sur l'île d'Hiva-Oa, aux Marquises, elle suit les traces encore fraîches de Jacques Brel, choisissant le même endroit pour finir sa vie et y être enterré. Brel, à propos de qui une amie marquisienne lui confie : « On aimait beaucoup l'homme, mais ses chansons ne nous intéressaient pas, vous ne pouvez pas danser sur sa musique. »

Bien vite, elle s'aperçoit que ces récits stimulants (« Sans eux, je ne serais jamais partie ») peuvent se révéler toxiques. Ce « désir d'île », cette foi « irréductible » à

laquelle elle doit sa « survie », indiquent un cap, certes. Mais il faut bien sortir de la bibliothèque. A 25 ans, Rose Aries se jette à l'eau, ou plutôt dans l'avion pour Tahiti (vingt-deux heures de trajet) et se fait embaucher comme journaliste dans une radio locale. Ses parents, paniqués, appellent les gendarmes. Envoyée en reportage, elle parcourt les îles, se fait des amis popahs (européens) et tahitiens.

Le livre va-t-il nous chanter l'odeur du tiaré et le gazouil-

monde. » Pari gagné : la fable du paradis perdu lui aura permis de « sortir du foyer familial » et de « retrouver une certaine virginité ».

Grâce à cette introspection, le « désir d'île » prend un sens, et les blessures cicatrisent. Moyennant quelques astuces : par exemple, de temps à autre, « aller prendre un café à l'aéroport », « lieu de passage, seuil ». Les amitiés aidant, Rose Aries découvre l'étonnante mobilité des Tahitiens, pour lesquels l'océan est quasiment une surface continue. D'île en île, tout le monde se connaît : « Une tatie ou un cousin attend toujours de l'autre côté du rivage. »

Ces années au soleil, qui dessèchent tant d'Européens, auront créé « un sentiment bien plus grand que celui de l'apaisement » (« J'ai reçu des Polynésiens des îles et de leurs pirogues un trésor »). Pas plus que sur une chanson de Jacques Brel, les amies marquisiennes ne pourront danser sur ce livre nourrissant, érudit, sincère. Mais il mettra plus d'un lecteur pâlot en joie.

Frédéric Pagès

● Les Corps conducteurs, 192 p., 20 €.

Pauvres comme jobs

Ma vie de livreur à Pékin
de Hu Anyan

PENDANT vingt ans, Hu Anyan, né à Canton, enchaîne les petits boulots : 19, précisément, un peu partout en Chine. Sur son CV ? Commis banquet (« Ça veut dire enlever ou remettre des dizaines de tables, des centaines de chaises et des centaines de verres, bols, baguettes »), vendeur de fringues, employé de station-service, livreur de plein de trucs, graphiste dans un magazine de mangas, agent de sécurité, agent de tri, ad nauseam. Des jobs ingrats, éreintants parfois, absurdes souvent, toujours précaires et mal payés.

Autour de lui, ses collègues, quand ils ne lui cherchent pas noise, se servent dans les stocks, font cuire des brochettes sur « un chauffage d'appoint » et se soulent tranquillement. Ses boss le maltraitent ? Anyan ne bronche pas. Le Code du travail ? Ah, ah, la bonne blague. « Même si je suis quelqu'un qui n'aime pas trop râler, ni trop parler d'ailleurs, il m'arrive de me plaindre de mon boulot avec des collègues. » Voilà pour la rébellion.

Pourtant, ce qui est donné à voir est moins le quotidien

d'un petit gars introverti et sous-diplômé que la réalité d'une classe sociale considérable mais impuissante, que l'empire du Milieu sacrifie sans le moindre état d'âme sur l'autel de la croissance. Le tableau est effrayant. Patrons injustes, clients avides, travailleurs soumis : tous rouages, tous fusibles. Le bonheur a-t-il sa place ici ? Qu'est-ce que la liberté ? Vous avez trois heures. Enfin, quand vous aurez fini de scanner les codes-barres.

A un moment, notre galérien, grand admirateur de Kafka, Joyce et Carver, s'essaie à la prose. Certains de ses écrits sont publiés « dans des revues mais pour des sommes dérisoires ». Et puis, miracle ! l'un de ses articles devient viral, Anyan se lance dans l'écriture à plein temps. « La plupart des gens gagnent vraiment à ne pas trop en savoir », écrit-il.

Pas si sûr. Le peuple de l'ombre, visiblement, se reconnaît dans ses chroniques. Un bouquin s'ensuit – celui-ci –, qui s'écoule à 2 millions d'exemplaires, emballés et livrés par on ne sait trop qui. En attendant le Grand Soir ?

Fabrice Colin

● Autrement, 320 p., 21,50 €. Traduit du chinois par Lucie Modde.

LECORNU N'IMPRESSIIONNE PLUS



L'amer déchaîné

La Jeune Fille et la Mer
de David Vann

IL S'APPELLE Robert, dit « Bob ». C'est un riche touriste américain, « vieux et grisonnant », en goguette sur son voilier. Quand il débarque à Catalat, minuscule îlot de l'archipel des Philippines rongé par l'extrême pauvreté, il fait figure d'homme providentiel, celui avec qui toutes les jeunes filles rêvent de convoler.

C'est la belle Aïca qui remporte la mise. Embarquée à la voile loin de la misère, elle pense avoir déjoué son destin, jusqu'à ce que Bob révèle son vrai visage : un violeur sans scrupule qui la ramène au statut de « poke poke » (prostituée). Mais comment échapper à son emprise, alors qu'ils voguent loin de toute terre ?

Aïca mise d'abord sur la chance : « Elle ne sait pas comment se débarrasser de Bob. Le mieux serait qu'il parte plonger et ne remonte jamais. » Mais les miracles n'existent pas. Alors l'apprentie évadée, passée progressivement de la naïveté à la froide détermination, finit par briser ses chaînes en l'en-

voyant nourrir les requins. Plouf !

Voilà son plus grand vœu réalisé : « Être aux commandes de [sa] propre vie. » La fin de l'esclavage sexuel et le début d'autres tourments, maritimes cette fois-ci : « Elle détecte que l'océan soit si vaste (...), qu'il puisse faire croire que tout y est sans danger. » Tant pis, l'essentiel est ailleurs : « Ça n'arrivera plus jamais. Qu'un vieil homme halète au-dessus d'elle en prenant ce qu'il veut. »

Au fil des pages, l'orfèvre David Vann et son addictif style épuré transforment ce roman d'apprentissage féminin en un drame lancinant. Délivrée de ses chaînes, Aïca revient finalement sur la terre ferme, où règnent de nouveau l'emprise et la cupidité des hommes.

Tragique ? Ô combien. Mais, pendant un court moment, elle a pu arracher au monde un espace de liberté où lancer à la face des flots déchaînés ce cri du cœur : « Tout est à moi ! »

Emilien Bernard

● Gallmeister, 288 p., 23,90 €. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Laura Derajinski.

La Joie aux Chapitres

Les Hors Nature
de Rachilde

DEUX FRÈRES : Paul, le cadet, et Reutler, l'aîné. Profession : « aristocrates ». Ils forment un couple amoureux. L'un se sent homme, l'autre femme. Faites vos jeux ! En cette fin de siècle, les auteurs « décadents » sont en vogue : Verlaine, Huysmans, Lorrain, Catulle Mendès. Et Rachilde (1860-1953), qui faisait graver « homme de lettres » sur ses cartes de visite.

Le dépouillement n'est pas son fort. A propos d'une dame du monde, elle évoque « son visage ovale, diadème (sic) d'une belle chevelure ». Un peu plus loin : « Un sourire amer s'extravasa dans le visage blême de rose clair. » Extases... Ce beau monde est frappé d'une terrible maladie : l'ennui. « Ah ! que la vie est quotidienne », s'exclame le poète

Jules Laforgue à l'époque où Rachilde rachildait.

Au XVII^e siècle, ses extravagances l'auraient classée au rayon « gongorisme ». Aujourd'hui, cette curiosité littéraire vaut le détour. A vos monocles ! Marcel Proust, à côté, c'est le Code des impôts.

F. P.

● Le Chat rouge, 400 p., 23,90 €. Préface de Gérard Duchemin.

Hors champ
de Marie-Hélène Lafon

« LA FERME est pour le fils (...), elle leur fait honneur et devoir ; à eux, les trois », le père, la mère et Gilles, le fils. La sœur (la narratrice) « n'a rien à voir là-dedans ». Professeure de lettres à Paris, elle vit sur la planète des livres et de la culture. Elle revient parfois les voir, mais deux

jours, pas plus. Félix, l'unique ouvrier agricole, prend sa retraite. La fabrication du saint-nectaire ? « Les marchands affineurs sont de plus en plus difficiles. » « Ni pour les bêtes ni pour le fromage les parents n'ont confiance en Gilles. »

La tension monte, le fils et le père se battent « à cause du chien et des pommes de terre ». Ils ne se parlent plus, ne se regardent plus, « la mère s'accroche au repassage ». Le confort s'améliore par petites touches, « l'installation du double vitrage », « la télécommande de la télévision ».

Pour raconter le huis clos mortifère qui étouffe cette famille paysanne au bord du gouffre, en ces années 1960, la prose dense et sans fioritures de Marie-Hélène Lafon fait merveille. Son cher Flaubert aurait aimé.

F. P.

● Buchet-Chastel, 176 p., 19,90 €.



● EXPO SOUS LA NEF, raout avec le gratin politique, journée courbettes avec les annonceurs, soirées lecture, discours des patrons, dégustation de grands crus... « Le Figaro » fête pendant trois jours, du 14 au 16 janvier, son bicentenaire au Grand Palais, à Paris... déjà salué par un coup de gueule de l'intersyndicale CFDT-SNJ-CGC-CGT du quotidien, qui rappelle, dans un communiqué rabat-joie (13/1), la « poursuite des suppressions d'emplois », l'« augmentation de la charge de travail » et le renvoi à une date ultérieure des négociations annuelles obligatoires pour cause de fiesta.

Les lectures publiques seront assurées par le comédien Fabrice Luchini, régulièrement encensé dans les pages du « Figaro » et idole du très droitier directeur délégué de la rédaction, Vincent Trémolet de Villers. Côté musique, des audacieux ont osé demander de faire appel au groupe de rock français Feu! Chatterton, mais ce sera finalement Patrick Bruel. Il va encore nous casser la voix...

Un autre événement de choix : un spectacle musical de clôture autour de l'œuvre d'Offenbach, signé Christophe Barbier, sur la scène du Grand Palais, avec comme final les airs d'une... chorale de journalistes, montée par Isabelle Schmitz, une fidèle d'Alexis Brézet, le patron des rédactions.

Enfin, les goodies : le mug « Le Figaro » sera à 20 euros, le pin's à 25 euros et le stylo à 55 euros.

Un stylo de droite ?



● INTERVIEWÉE par Le Crayon (7/1), site de jeunes un temps financé par Pierre-Edouard Stérin et aujourd'hui soutenu par Jérémie Michel, fondateur des Avocats avec Zemmour, Ségolène Royal a plaidé plein pot pour les auteurs de rodéos urbains : « Ces gamins-là, ils ont une passion (...). Vous pouvez très bien les mettre dans les métiers de garagiste, a-t-elle lancé. Et puis, vous faites une école de cascadeurs pour le cinéma français, on va les chercher à l'étranger, les cascadeurs ! »

Ségolène est totalement en roue libre.

Le Canard enchaîné

01.42.60.31.36

redaction@lecanardenchaîne.fr
173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaîne.fr

SAS Les Editions Maréchal-
Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)

Président,
directeur de la publication :
Erik EMPYAZ.
Administrateur délégué :
Hervé LUFFRAN.

Principaux associés :
Erik EMPYAZ, Hervé LUFFRAN,
Jean-François JULLIARD,
Odille BENYAHIA-KOUIDER,
Jean-Michel THÉNARD
et des salariés du journal.
Directeur de la rédaction :
Jean-François JULLIARD.
Rédacteur en chef :
Jean-Michel THÉNARD.

Fondateurs :
Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs :
R. TRÉNO, André RIBAUD,
Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.

Impression : P.O.P., Paris - Midi Print,
Gallargues, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : France Messagerie.

N° CPPAP : 0128 C 82612 - ISSN 0008-5405
Les manuscrits et documents
non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements

01.42.60.75.16

abonnements@lecanardenchaîne.com

Sur notre site :
www.lecanardenchaîne.fr

Par courrier :
45, avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex

FRANCE MÉTROPOLITAINE
1 AN

– Formule papier 68 €
– Formule numérique* 58 €
– Formule papier + numérique* 84 €
– Formule intégrale* 106 €

* Edition numérique disponible
des le mardi 21 heures, avec accès
à tout le site - www.lecanardenchaîne.fr -

POUR LES AUTRES PAYS
Nous consulter ou rubrique
FAQ sur notre site

GROENLAND : POUR AMADOUER TRUMP,
LES EUROPÉENS MISENT SUR LA DIPLOMATIE



La Boîte aux Images

L'héritier

NOUS SOMMES en 2016, et le livre « Mémoires d'une famille et d'une culture en crise » est numéro un des ventes aux Etats-Unis. Son auteur, J. D. Vance, 32 ans, n'en revient pas. Lui, fils d'une famille pauvre et dysfonctionnelle de l'Ohio, passé par l'école publique avant de se hisser jusqu'à la prestigieuse université Yale et de brasser de l'argent dans la Silicon Valley, se retrouve chouchou des médias.

Ce quasi inconnu, qui se sentait méprisé depuis l'enfance, écume les plateaux de télévision pour expliquer les raisons de la colère d'un pays qu'il dit incarner tout entier. Il parle la langue des élites côtières, mais il est né dans la rouille d'une friche postindustrielle. Républicain, patriote, revenu d'Irak « antiguerre » et « antisystème », il tient un discours qui tranche avec le credo de la Grande Amérique. Pour lui, Donald Trump est un « Hitler américain ». Ceux qui le soutiennent sont « des racistes ». Et il s'inquiète « pour les citoyens musulmans qui ne se sentent pas les bienvenus dans leur propre pays ».

“J. D. est tombé amoureux”

Sept ans plus tard, entré en politique, J. D. Vance convoite le poste de sénateur de son Etat. A côté de lui, ovationné par la foule, Donald Trump. « C'est un gars bien », affirme le président des Etats-Unis. Il a dit du mal de moi, mais c'était avant qu'il me connaisse. » Mimique grossière. « Depuis, il est tombé amoureux. » Et puis, sous les rires et les vivats : « J. D. me lèche le cul maintenant, pour avoir mon soutien. »

Comment, en quelques années, l'homme qui avait dit de Trump « Il est le pire de la politique, ce que l'héroïne est à la toxicomanie » – alors que sa propre mère l'avait délaissé,

enfant, pour ses doses – a-t-il pu ainsi se dédire ? Comment le meilleur ami de fac d'une avocate trans, peut-il aujourd'hui traiter les membres de la communauté LGBT d'« idiots androgynes dégénérés » ? Pour quoi cet époux d'une Indienne non chrétienne et père de trois enfants métis, peut-il soudainement prétendre que « l'immigration de masse, ce péril intérieur, est le premier danger qui menace l'Amérique » ?

Par pragmatisme froid. La gauche a toujours été l'ennemie de Vance. Son rêve ? Rompre avec l'héritage libéral et l'ordre mondial pour en revenir à une forme de conservatisme social. Galvanisé par les idées de Peter Thiel, l'un des fondateurs de PayPal, qui professe que la démocratie est un obstacle à la révolution technologique et que celle-ci est la seule véritable alternative à la politique, Vance sait que, sans le soutien de Trump, personne ne peut exister à droite. Alors il se déclare brusquement « Maga », plongeant les conservateurs dans la perplexité. Ce caméléon a trop moqué le patron pour être honnête.

Soutenu par Elon Musk et par d'autres géants de la tech, Vance va alors faire assaut de loyauté et devenir chien de garde. Protégeant Trump devant les juges ou grognant face à Zelensky dans le bureau Oval. Converti à la religion catholique, il affuble Jésus de la casquette rouge. Et, lorsque Charlie Kirk, chef des jeunes trumpistes, est assassiné, son ami Vance enrage. En hommage, il assure même le show télé de la victime, assis dans son fauteuil. Et aboie à sa place. Pour l'Amérique réactionnaire, cela ne fait plus aucun doute : Donald Trump a un héritier.

Sorj Chalandon

● « J. D. Vance : la revanche d'une Amérique », de Christophe Astruc, David Johnson et Thomas Sznégaroff, le 18/1 à 21 h 05 dans « Le Monde en face », sur France 5.

A travers la Presse déchainée

Halte à la pagaie !

Dans « La Montagne » (8/1) :

« L'arrêté municipal n'a pas empêché certains de risquer leur vue sur le plan d'eau communal. »

Et de risquer leur vie sans avoir froid aux yeux !

Safari plus personne

Dans « Midi libre » (7/1) : « Donald Trompe s'en est une nouvelle fois pris aux athlètes transgenres. »

Malheureusement, Trump ne nous fait barrir.

Besoin de Breizh

Dans « Le Télégramme » (8/1), à propos de l'enseigne-

Sur l'album de la Comtesse

LES LUTTES DES PÊCHEURS

OUI : « Il faut les créées pour les populations. » – « Lottes préservées des moustiques. » – « La peau de mérout prête est cadeau. » – « Roussettes pour grattes. » – « Ne touchez pas l'écaïlle. » – « Il sent la vieille bique, le thon de cette pêcheuse pataude. » – « Ces menus visent de grandes cotes. »

LECTEURS : « On présente des vœux à l'année. » – « Beau lob aisé ! » – « J'en ai eu des gros, de flocons ! » – « Ce panneau, Léon, c'est de l'art mède. » – « La bise fait le bruit d'une bête avec des trucs doux. » – « Que de foules aimantes et de pillards qui se battent ! » – « Fardeau bourré. » – « Donald : l'esprit d'équipe pour la population. »

OUI : « Les apicuteurs ne craignent aucune grippe. » – « Tu as une mouche dans ta crêpe ! » – « L'émoi d'un canard gai. » – « Petites lettres pour un caveau. » – « Les amanites » ont des volutes tout à fait uniques. » – « Cette critique abaisse Magritte. » – « Horribles ravages dans ces vins ! » – « Oh, du jus de poire sur vos machines ! »

* Contrepétierie interne à ce mot.

Prises de Bec

Marco Rubio

Cubain moussant

Rubio, nouveau Castro ? Trump dit trouver “très bien” pareille éventualité. Mais, pour le secrétaire d'Etat, ce pourrait être un cadeau empoisonné.

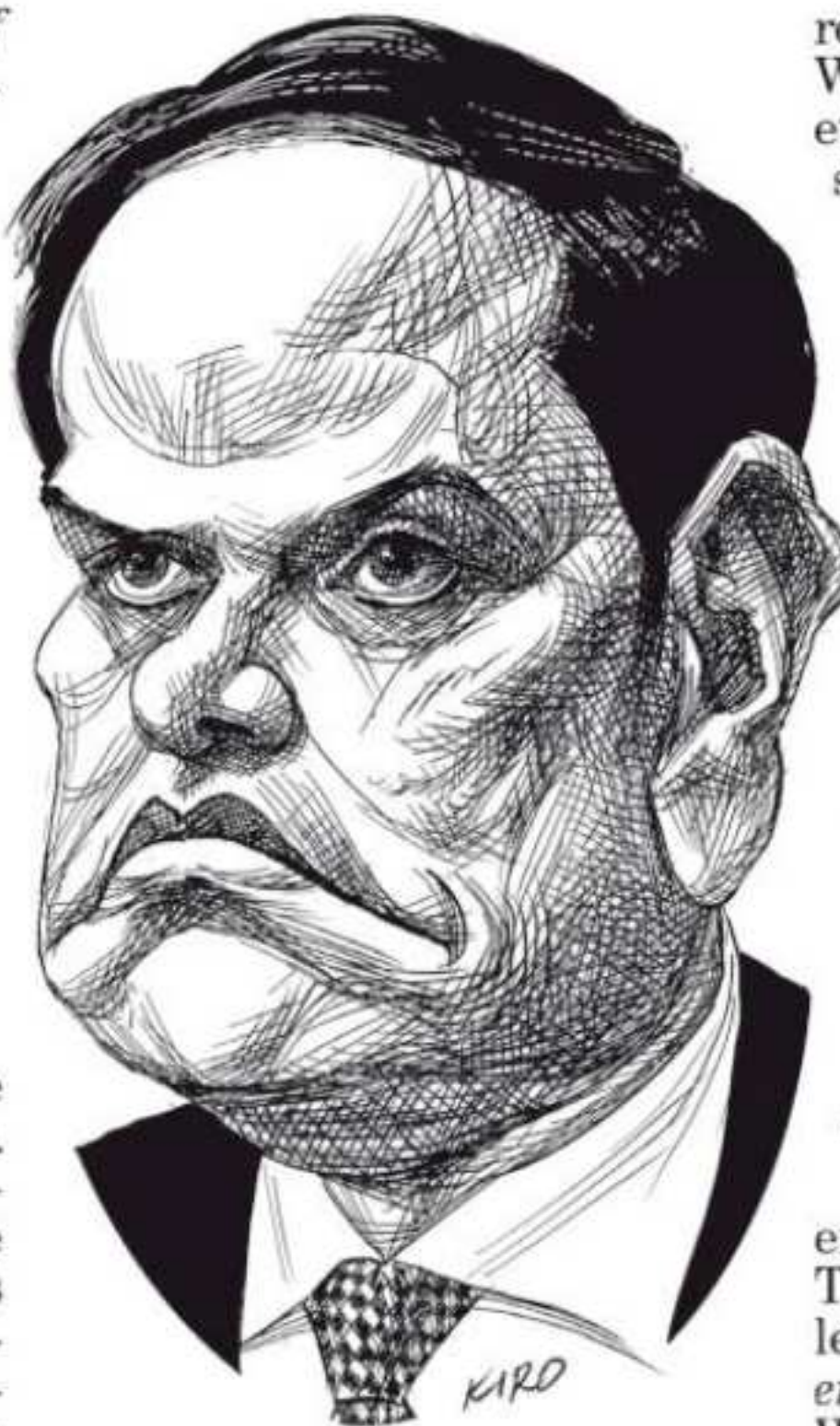
A-T-IL trouvé ça drôle ? Il y a quelques jours, Trump a posté sur son réseau social un message émanant d'un internaute, « Marco Rubio sera président de Cuba », accompagné d'un émoji pleurant de rire et d'une simple remarque : « Ça me paraît très bien. » Un fils de latinos qui rentre chez lui, n'est-ce pas la quintessence de notre projet ? Une petite vacherie bien dans la manière du président américain, un petit tacle l'air de rien, furieusement essentialiste, vaguement raciste et dépréciateur, dont la signification n'a pas échappé au Tout-Washington, qui observe à la loupe la lutte pour la succession de Trump, opposant, de façon extrêmement feutrée, le vice-président Vance au secrétaire d'Etat Rubio. On ignore si ce dernier a goûté ce trait d'humour ambigu. En bon pro, il n'a rien laissé paraître.

Donald Trump a-t-il soudain souhaité rétablir une sorte d'équilibre entre les deux hommes, Rubio étant devenu omniprésent à ses côtés depuis la capture de Maduro, tandis que Vance était absent de la fameuse war room, où l'opération vénézuélienne était suivie minute par minute, et de la conférence de presse du lende-

main ? « Trump est très attentif à la question de sa succession. Vance a vraisemblablement pâti de sa façon de fanfaronner sur Fox News, en répétant qu'il était prêt, ramenant sans cesse Trump à sa finitude. Il a déplu, aussi, en effectuant tous ses déplacements avec sa femme, qui semblait s'entraîner pour son futur job de first lady », rappelle Françoise Coste, professeure en civilisation américaine à l'université de Toulouse.

Il a le Vance en poupe

Mais, pour Rubio, l'heure de la disgrâce n'est pas venue. Il a beaucoup ramé pour arriver dans le premier cercle de Trump. Leur affrontement lors des primaires de 2016 pour l'investiture républicaine avait largement dépassé les bornes de la bienséance, même pour la politique américaine, et c'est Rubio, la star de la commission des Affaires étrangères du Sénat, qui cognait, dans un registre qu'on ne lui connaissait pas : « Vous savez pourquoi Trump ne respire jamais ? Parce qu'il a les pores obstrués par tout l'autobronzant qu'il se met



sur la peau. » Puis Rubio avait fait une fine allusion aux mains de Trump, plutôt petites, expliquant que son sexe avait les mêmes caractéristiques, quand il ne le traitait pas d'escroc.

Trump investi, Rubio l'a mise en sourdine, attendant patiemment que son heure arrive. La montée en puissance du mouvement « Maga » marginalisant le Parti républicain, dont il était l'un des plus éminents représentants, il va à Canossa et soutient l'assaut du Capitole et la thèse de l'élection volée en 2020. Il n'en croit rien, évidemment, mais il fait le job. Trump réélu, il n'est pas nommé vice-président comme il le souhaitait, mais il intègre le cercle des collaborateurs les plus puissants. Et continue d'avaler des couleuvres, avec une énergie et une humilité qui forcent le respect. Il avait demandé à Biden une augmentation des budgets de l'USAid ? Il organise désormais le démantèlement de cette agence. Cet anticommuniste viscéral défendait avec flamme l'Ukraine à la tribune du Sénat ? Il se met en

retrait et laisse la main à Steve Witkoff, promoteur immobilier et partenaire de golf du Président. Adam Erel, ancien ambassadeur à Bahreïn de George W. Bush puis d'Obama, résume alors le sentiment commun : « Rubio est un paillasson. » Paillasson, sans doute, mais dupe de rien, Rubio, qui fait fuiter une conversation avec des sénateurs sur le fameux plan en 28 points pour l'Ukraine, y voyant la main des Russes... avant de démentir.

Latino parti

Le voile de plus en plus exposé. Au Venezuela, où Trump l'a chargé de remettre le pays sur pied. « Un cadeau empoisonné », selon Michael Wahid Hanna, le directeur du programme américain de l'International Crisis Group. Rubio est en tout cas à l'aise avec ce genre d'opérations, ayant toujours soutenu le renversement de dirigeants étrangers.

L'insatiable s'attaque désormais à Cuba, son obsession de toujours. Il s'est violemment opposé, quand il était sénateur, à toute normalisation des relations avec l'île. Le 3 janvier, il s'est fendu d'un message menaçant, à la Trump, à l'attention des dirigeants cubains : « Si je vivais à La Havane et que j'étais membre du gouvernement, j'aurais un peu de quoi m'inquiéter. » Faire la peau aux enfants de Castro, son rêve de toujours. Mais Rubio, dans sa boulimie interventionniste, est à la merci du moindre incident qui dégénère, prise d'otages, bain de sang, bavure... Dans ces cas-là, il pourra compter sur Trump, soucieux de trouver un responsable et d'offrir sa tête à la base Maga, qui ne l'aime guère, pour lui montrer le chemin de la sortie et retrouver des accents anciens : « You're fired ! »

Anne-Sophie Mercier

Le Théâtre

Vie et destin

(Lettre ou ne pas être)

porte en permanence dans sa poche intérieure.

Avec cette scène, voilà désigné le lieu d'où parle ce livre de guerre et d'effroi, ce chef-d'œuvre de lucidité dont l'action se déroule pendant le siège de Stalingrad (1942) : du cœur de l'homme et de ce qui importe, les vrais liens, l'amour et l'amitié, la liberté intérieure. Cette liberté que les idéologies, celle qui prône la primauté de la Nation comme celle qui prétend être au service du Bien, nazisme et communisme, veulent à tout prix soumettre.

On connaît le sort de cette fresque de plus de 800 pages. Vassili Grossman, écrivain

officiel soviétique, avait fini par comprendre la nature profonde du régime et décidé d'y montrer, sans peur ni haine, en quoi il était le miroir du régime nazi. La délation pratiquée en toute sérénité, puisque pour la bonne cause, la trahison, le mensonge, l'auto-aveuglement, la torture et, pour finir, les massacres... Confisqué en 1960 par le KGB, le livre ne sera publié pour la première fois qu'en 1980 en Occident.

La metteuse en scène Brigitte Jaques-Wajeman a fait un choix radical. Pas d'adaptation : un montage de textes avec des personnages parlant d'eux à la troisième personne,

Où es-tu ?

une anecdote, on évoque une épreuve. Ici, la chanteuse, de passage en Pologne, fait un détour par la ville de Hel (« Je voulais faire un album qui s'appellerait “Live In Hel” »). Là, l'actrice échange avec sa mère après un AVC, l'aidant patiemment à retrouver le chemin du langage (« Elle me dit : “C'est comme s'il y avait eu un tremblement de terre dans mon cerveau. Il y a des chemins qui se sont éboulés. Il faut en reconstruire d'autres” »). Peu à peu, les frontières s'effacent : la voix devient chant, le chant devient récit, et c'est d'une délicatesse infinie.

M. P.

● Au Théâtre du Rond-Point, à Paris, jusqu'au 18/1.



Le coin coin des Variétés

Barbara amoureuse

(Une p'tite cantate pour la route)

QU'IL S'AGISSE d'évocations élogiques et poignantes ou, plus rarement, de célébrations heureuses, toutes les chansons de Barbara sont des chansons d'amour. Aussi le titre de ce spectacle pourrait-il sembler un pléonasme. Peu importe ! Dans cet hommage, Caroline Montier, excellente interprète s'accompagnant au piano, retrouve, sans la singer, la sensibilité d'expression de « la Chanteuse de minuit », appellation donnée à Barbara à ses débuts au mythique cabaret de l'Ecluse.

C'est justement des chansons créées à cette époque qui sont ici reprises avec bonheur (« Le Temps du lilas », « Gare de Lyon », « La Solitude », « Ce matin-là », etc.). Des chansons qui, pour être moins connues, n'en sont pas moins d'une beauté saisissante. Et dont certaines paroles résonnent de façon très actuelle : « J'entends sonner les clairons, c'est le chant des amours mortes. »

A. A.

● Au Théâtre Essaïon, à Paris, jusqu'au 18/1.

ÉTATS-UNIS ET GROENLAND : ÇA CHAUFFE





Pas de vaches au prochain
Salon de l'agriculture

Les autorités
sanitaires
ont mis...

Le Canard enchaîné

... leur véto !



Directeur : Erik EMPTAZ.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.

**VITE
DIT !**

MARÍA CORINA MACHADO, la cheffe de l'opposition vénézuélienne, s'est dite prête, lors d'une interview accordée à Fox News (5/1), à partager son prix Nobel de la paix avec Trump, voire carrément à le lui refiler : « Si je pensais qu'il le méritait en octobre, imaginez maintenant. Il vient de le prouver au monde entier. » Trump s'est dit ravi à l'idée de ramasser la mise après une opération qui aura fait, rappelons-le, plusieurs dizaines de victimes.

Le 9 janvier, le comité Nobel a dû se fendre d'un communiqué rappelant avec fermeté : « Quand un prix Nobel est annoncé, il ne peut être révoqué, partagé ou transféré à d'autres. La décision est finale et tient pour toujours. »

Encore raté, Donald ! Reste une solution : envahir la Norvège.

**PÉNURIE D'ŒUFS
DANS LES SUPERMARCHÉS**



ENTRE commentaires racistes et fuites de données personnelles des contributeurs, le site de campagne de Sarah Knafo pour les municipales à Paris a déjà fait couler beaucoup d'encre. Et ce n'est pas tout : il a également pompé sans vergogne un autre site de campagne, celui du nouveau maire de New York, Zohran Mandanji. On y trouve quasiment le même lettrage jaune ombré de rose, sur fond bleu, et des noms plutôt ressemblants : « zohranfor-nyc.com » (« Zohran pour New York City ») d'un côté, « sarahpourparis.fr » de l'autre.

Pour copier ses idées, en revanche, Sarah Knafo a encore du chemin à faire...

EN FÉVRIER 2024, une conductrice lilloise est blessée à l'œil : un poteau, heurté par un conducteur qui s'empresse de dégager, tombe sur son pare-brise et l'éclate. La jeune femme dépose aussitôt une plainte pour délit de fuite et blessures involontaires. Mais comprend vite que l'affaire sera enterrée car une personnalité locale est impliquée. En effet, elle est vite classée sans suite.

Le parquet de Lille vient pourtant de rouvrir l'enquête, à la suite d'un recours « motivé par l'absence de constat amiable » (« La Voix du Nord », 11/1). Miracle ? Pas vraiment. Entre-temps, Mediapart (26/12/25) a révélé l'identité du chauffard : Jean-Louis Brochen, mari de Martine Aubry et ancien bâtonnier du barreau de Lille.

Il n'avait pas pris la garantie Aubry de glace ?

CONSTAT triste et lucide de Maïmouna, 15 ans, qui se confie à « Libé » (8/1) sur son usage de l'intelligence artificielle : « ChatGPT, c'est parfait pour les cours parce qu'à l'école avoir des bonnes notes est plus important que le fait de comprendre réellement. »

S'il n'y avait qu'à l'école...

PRINCIPE DE PRÉCAUTION



Un envoyé très spécial au Venezuela

C'EST une interview qui va rester dans les annales. Une confession façon road-movie, dans la voiture que l'intervue « conduit lui-même ». Le 31 décembre, Il est en transe : c'est « la dixième fois » que le chef de l'Etat vénézuélien lui accorde cet « entretien du Nouvel An ».

Va-t-on parler de la situation économique du pays en ruine, avec 8 millions d'exilés, des magasins vides, des hôpitaux délabrés ? Non. Ramonet l'interroge sur... « le miracle économique » vénézuélien. Et Maduro d'expliquer que, depuis un certain temps, toute la société s'est « réinventée », relançant toutes sortes de commerces, d'où une croissance qui devrait dépasser 9 % en 2026. Les estimations occidentales oscillent plutôt entre - 0,7 % et 2 %. « Le Venezuela a grandi, tant sur le plan spirituel

que sur le plan de la doctrine économique », renchérit Maduro.

Et si on parlait de « l'originalité du modèle politique vénézuélien ? » relance l'intervue avec gourmandise. Maduro se lance alors dans un panegyrique de la démocratie vénézuélienne : une démocratie communale, des quartiers. Parce qu'au niveau national, pour l'élection « libre » du Président, il semblerait que le concept fonctionne un peu moins bien.

Et le soutien du pays ? Il a, évoque Maduro, « atteint un niveau de consensus et d'unité nationale sans précédent, l'union parfaite entre la population, l'armée et la police ». Comment faire mieux ?

Dernière et tout aussi irrévérencieuse question : « Ces dernières semaines, nous vous avons vu très actif publiquement et largement soutenu par la population. Autrement dit, vous n'êtes pas retranché dans un bunker, à l'abri de cette menace. Vous êtes entouré de gens, et certains de vos discours ont fait le tour du monde. (...) Comment vivez-vous cette situation, personnellement, psychologiquement et spirituellement, face à la menace d'une attaque de la première puissance mondiale ? » Réponse : « J'ai un refuge infailible : Dieu Tout-Puissant. J'ai confié le Venezuela à Notre-Seigneur Jésus-Christ. Il est le Roi des rois. Je me confie à lui chaque jour, je lui confie notre patrie. »

Dieu, cet éternel distrait, devait avoir la tête ailleurs le 3 janvier.

A.-S. M.

C'EST DANS L'AIR



Knafo, candidate des années 1930

« C'EST ICI la soirée Knafolle ? » D'élégantes silhouettes, perles et fume-cigarette, toisent les écharpes jaunes des zemmouristes massés à l'entrée des coscus Salons Hoche, à Paris, près des Champs-Élysées. En cette soirée du 12 janvier, les salles de réception accueillent deux événements : à l'étage, une soirée d'entreprise « Années folles » organisée par une compagnie de Bateaux-Mouches ; au rez-de-chaussée, le meeting de Sarah Knafo, candidate à la Mairie de Paris. Postée sous un faux verbeux parisien, l'eurodéputée d'extrême droite convoque le Paris d'Edith Piaf, veut « créer le nouvel âge d'or » de la capitale et « remettre l'église au centre du village ». Le programme s'arrête là.

Quelques centaines de zozos ont fait le déplacement, dont d'anciens fillonistes écœurés par Dati ou quelques lepénistes guère emballés par Mariani. Et, bien sûr, les fanatiques de Reconquête !. Hugues est avocat, habite le XIV^e. Avant, il votait Asselineau. Il a mis son

gosse dans une école privée parce que son arrondissement compte « 30 % de logements sociaux ». Le même, 8 ans, a, dit-il, vécu le « racisme antiblanc » au centre aéré. Il discute avec Valérie, « chanteuse pédagogique » de fran-

çais. Elle raconte la fois où une gamine de CMI aurait refusé de regarder vers l'église Sainte-Ambroise. « Elle était de quelle religion ? » demande Hugues. Réponse : « Arabe. » Cinq jours avant le meeting, le 7 janvier, le jité de TFI a



Une militante vraiment butée

« LE MOINS qu'on puisse dire, c'est que cette femme a été très, très irrespectueuse envers les forces de l'ordre... » a déclaré Donald Trump à bord d'Air Force One, le 11 janvier. C'était son éloge funèbre de Renee Nicole Good, cette mère de famille de 37 ans tuée de deux balles à bout portant quatre jours plus tôt par un agent de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), la police de l'immigration. Juste parce qu'elle bloquait une avenue de Minneapolis avec son SUV rouge afin de faire obstruction à une rafle géante de clandestins... « Irrespect » : exactement ce que Trump et Vance reprochaient à Zelensky reçu à la Maison-Blanche il y a un an.

Interrogé sur le concept d'« immunité absolue » qu'il souhaite voir appliquer au policier, lequel a agi, selon lui, en état de légitime défense, Trump a aussi affirmé que Renee Good était « très violente » et « très radicale ». Son impavide ministre de la Sécurité intérieure, Kristi Noem, a même prétendu qu'elle avait « essayé de tuer » l'agent en lui roulant dessus, dans un « acte de terrorisme intérieur ». Or toutes les vidéos de la scène montrent au contraire que la conductrice, finissant par obtempérer, a reculé pour partir, en tournant ensuite à droite afin d'éviter l'agent qui venait de surgir devant son capot...

Un enchaînement de faits recoupés y compris par la vidéo tournée par le policier tireur lui-même, Jonathan Ross, qui filma avec son portable de la main gauche tandis qu'il dégainait de la main droite. Au cours du tour de la voiture qu'il effectue juste avant, on voit Renee Good, souriante, lui dire par la vitre baissée : « Moi ça va, je n'ai rien contre toi », puis l'épouse de Renee Good lui lancer : « Tu ferais mieux d'aller te chercher à déjeuner ! » Enfin, une fois que Ross a tiré, on entend une voix – la sienne ? – proférer : « Putain de connasse. »

D'après le site The Trace, spécialisé dans les tirs létaux, les policiers fédéraux de l'ICE en sont à leur quatrième mort depuis le début des opérations lancées par Trump. Cette agence fédérale, créée par Bush Jr en 2003, a vu son budget exploser, ses pouvoirs étendus et son recrutement se faire à marche forcée, avec des critères et une formation réduits au minimum.

« Ice out for Good » : « l'ICE hors de nos villes pour de bon », ont scandé, en jouant sur le nom de Renee Good, des milliers de manifestants à travers les Etats-Unis, le 10 janvier. Seule réponse de Trump et de Noem : l'envoi de « centaines » d'agents supplémentaires... jusqu'au prochain mort ?

D. F.

Arnault, immortel qu'en lui-même

CE 12 JANVIER restera une date à jamais unique pour le propriétaire de LVMH. Le Paris FC, son club, qui élimine le PSG en 16^e de finale de la Coupe de France, quel événement ! Cela valait le coup d'investir plus d'une centaine de millions d'euros dans le ballon rond pour faire reluire la marque familiale.

La victoire est venue couronner une exceptionnelle journée pour Bernard Arnault, celle où il est devenu immortel. L'homme le plus riche de France a fait son entrée officielle à l'Académie des sciences morales et politiques, introduit par l'ex-grand argentier Jean-Claude Trichet, qui a salué les 5 milliards d'euros

d'impôts réglés chaque année par LVMH en France. Ce n'est pas si cher payé pour s'offrir un fauteuil Quai de Conti.

De Bolloré à Saadé, le gratin des affaires était de la cérémonie, aux côtés de politiques, tous de droite, sauf le socialiste défrôqué Bernard Cazeneuve et l'égérie Dior Anne Hidalgo. Brigitte Macron, égypte Louis Vuitton, était au premier rang, en noir et en chignon.

Le milliardaire était très souriant, ce qui est rare, dans son habit d'académicien brodé d'or et siglé Dior, prêt à tout transpercer avec son épée signée Frank Gehry. Sur la lame, une citation d'Einstein : « L'imagination est plus importante que la connais-

sance. » Ce qui, de la part d'un polytechnicien, revient à penser contre soi-même.

Bizarrement, les quotidiens de Bernard Arnault, « Le Parisien », « Les Echos » et « L'Opinion », n'ont pas rendu compte dans leur édition papier, le lendemain, du sacre de l'empereur du luxe. Consigne avait-elle été passée de la jouer modeste et de laisser la vedette au seul Paris FC ? Le proverbe préféré d'Arnault vaut réponse : « Dans une rivière, seuls les poissons morts nagent dans le sens du courant. »

Il vient de Chine, le principal marché d'exportation de LVMH.

J.-M. Th.

LA BROUSSE
À RELUIRE

PASSÉE avec vigueur par Bruno Le Maire, qui remettait à Bernard Arnault, le 12 janvier, son épée d'académicien, le pédégé de LVMH ayant été élu à l'Académie des sciences morales et politiques en décembre 2024. Quoi qu'il en coûte du cirage, l'ancien ministre de l'Economie a brossé le portrait du grand homme en ces termes : « Vous êtes une lame en à peu près tout, la silhouette, le regard, l'intelligence et l'intuition. »

Des personnes malintentionnées répètent que, mal recasé dans un cabinet de conseil américain, le thuriféraire reviendrait volontiers à Paris. Et, qui sait, dans une grande entreprise de luxe. Mais ce ne sont sûrement que des meneries !

**VITE
DIT !**

DANS son édito du « JDNews » (7/1), l'inénarrable Laurence Ferrari vante ces pays, comme l'Argentine, « où, sous une impulsion forte, les énergies se libèrent, l'innovation bondit, les entreprises fleurissent et exportent ». Là-bas, l'énergie se libère tellement que la Patagonie est en proie à de gigantesques feux de forêt : plus de 15 000 ha ont déjà brûlé.

Hasard ? Milei, dans sa loi budgétaire pour 2026, a baissé de 53 % le poste de gestion des incendies par rapport à 2025 (« Clarín », 10/1). Une baisse de budget qui avait déjà été largement entamée, réduisant notamment l'efficacité des systèmes d'alerte.

Qu'importe. Pour le « JDNews », le « bon sens » de Milei doit servir de modèle en France...

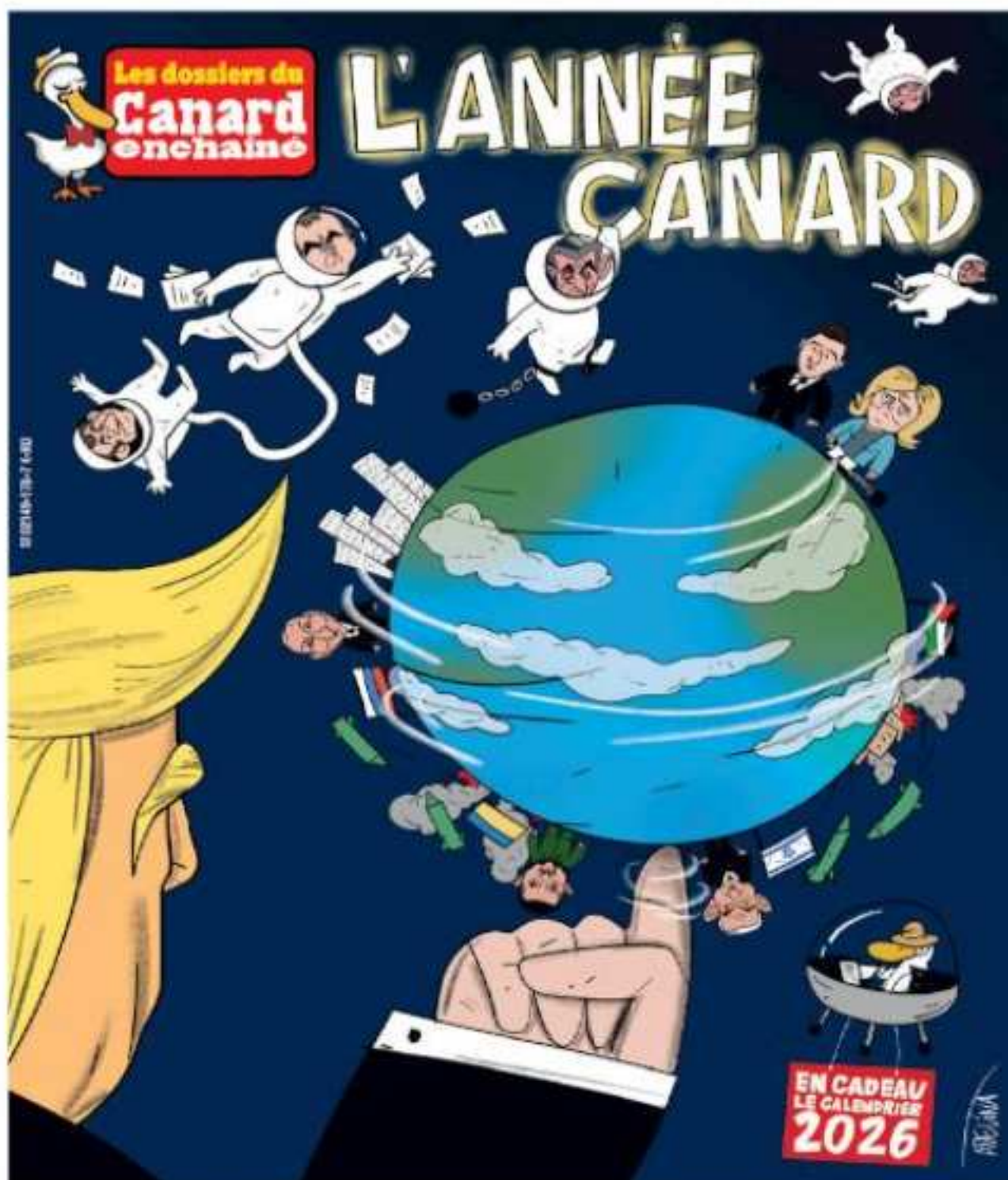
UNE IRANIEUSE ALLUME
UNE CIGARETTE EN BRULANT
UNE PHOTO DE KHAMENEI



SANAE TAKAICHI, la nouvelle Première ministre japonaise, aux idées nationalistes, est une fan de moto et de... heavy metal, nous apprend « L'Express » (8/1). « Elle se délecte d'« Aces High », d'« Iron Maiden », et de « Painkiller », de Judas Priest », sous l'œil admiratif du quotidien « Sankei shinbun », classé très à droite : « Même dans l'obscurité, elle semble croire que le Japon, comme le heavy metal, peut renaitre fort, fier et invincible. »

Sauf que, avec le heavy metal, ce sont les enceintes qui tremblent, pas les centrales nucléaires.

LE SERVICE MILITAIRE
REVIENT



A s'offrir ou à offrir sans plus tarder
En cadeau, un calendrier signé Wozniak
pour affronter 2026

7 €. En kiosque et sur boutique.lecanardenchaîne.fr